

26535□

May 2003

Développement humain
Région Afrique
Serie Document de travail

**Le financement de
l'Education Pour
Tous en 2015 :
Simulations pour
33 pays d'Afrique
subsaharienne**

Alain Mingat,
Ramahatra Rakotomalala
Jee-Peng Tan

Région Afrique
Banque Mondiale

© Mai 2003
Département du développement humain
Région Afrique
Banque Mondiale

Les opinions et conclusions exprimées dans ce rapport
n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas
nécessairement les opinions de la Banque Mondiale ou
des institutions qui lui sont affiliées.

Maquette de couverture : The Word Express, Inc.
Photo de couverture : P. Waeles, UNESCO Photobank

Table des matières

	Avant-propos	v
	Remerciements	vii
	Résumé	ix
1	Introduction	1
2	Comment aborder la mesure du coût de l'EPT ?	3
3	Rendre le concept d'EPT opérationnel	7
4	Le modèle de simulation	9
5	Conditions initiales et politiques éducatives cibles pour réaliser l'EPT en 2015	13
6	Les résultats obtenus dans les simulations	23
7	Conclusion	31

Liste des annexes

Annexe 1.	Comparaison avec les autres estimations du coût de l'EPT en 2015	33
Annexe 2.	Figure et tableaux supplémentaires	35
Annexe 3.	Le modèle de simulation	43
Annexe 4.	Incorporer l'incidence du VIH/SIDA dans les simulations	45
Annexe 5.	Récapitulatif du coût agrégé de l'EPT pour l'Afrique et résultats détaillés par pays	47

Liste des tableaux

Tableau 5.1.	Intervalle de variation, moyennes et valeurs cibles des paramètres affectant le nombre des élèves scolarisés dans les établissements primaires publics, 1999/2000 et 2015	14
Tableau 5.2.	Intervalle de variation, moyennes et valeurs cibles des paramètres affectant la production des services éducatifs dans les établissements primaires publics, 1999/2000 et 2015	16
Tableau 5.3.	Intervalle de variation, moyennes et valeurs cibles des paramètres affectant la mobilisation des ressources publiques nationales pour l'enseignement primaire, circa 1999/2000	19
Tableau 5.4.	Valeurs cibles des paramètres de simulation affectant le volume des ressources publiques nationales mobilisées pour l'enseignement primaire	20
Tableau 6.1.	Hypothèses des six scénarios alternatifs de simulation des coûts de l'EPT en 2015	24
Tableau 6.2.	Besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios, Niger	25

Tableau 6.3.	Estimation du coût de l'EPT en 2015 et origine des financements dans un contexte de «bonne pratique» pour la production des services éducatifs, Niger	27
Tableau 6.4.	Besoin moyen annuel de financement extérieur pour atteindre les objectifs de l'EPT en 2015 en Afrique Subsaharienne et dans le reste du monde, 2001-2015	29

Liste de Figures

Figure 3.1.	Taux d'Achèvement du primaire et Taux Brut de Scolarisation dans 47 pays, circa 1999	8
Figure 4.1.	Dynamique stylisée des indicateurs de flux dans le primaire, 2000-2015	9
Figure 4.2.	Dynamique stylisée des effectifs de l'enseignement primaire, 2000-2015	10
Figure 6.1.	Besoin annuel moyen de financement extérieur pour atteindre l'EPT en 2015 dans les 33 pays africains selon plusieurs scénarios, 2001-2015	28
Figure 6.2.	Evolution du besoin annuel de financement extérieur pour atteindre les objectifs de l'EPT en 2015 en Afrique, dans ses différentes composante, 2001-2015	30

Liste de Tableaux en annexe

Tableau A1.1.	Estimations alternatives du coût de l'EPT en 2015 en Afrique Subsaharienne et dans le monde	33
Tableau A2.1.	Sélection d'indicateurs pour l'enseignement primaire, pays d'Afrique à faible revenu et autres régions, circa 1999	36
Tableau A2.2.	Simulations du volume moyen annuel des ressources nationales mobilisées pour l'enseignement primaire et besoins de financement extérieur pour atteindre l'EPT en 2015 pour 33 pays d'Afrique	38
Tableau A2.3.	Objectif EPT 2015 : Récapitulatif des coûts et des besoins annuels de financement extérieur pour 33 pays d'Afrique, selon différents scénarios	40
Tableau A.3.1	Un exemple illustratif du modèle de simulation pour un pays avec les paramètres cibles selon différents scénarios de simulation	43
Tableaux A5.1–33.1.	Besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios	48
Tableaux A5.1–33.2.	Coût estimé de l'EPT en 2015 et origine des fonds selon les scénarios de « bonnes pratiques »	48

Figure en annexe

Figure A2.1.	Taux d'Achèvement du Primaire et Taux Brut de Scolarisation dans les pays d'Afrique, circa 1999	35
--------------	---	----

Avant-propos

Depuis le forum mondial de Dakar sur l'éducation, en avril 2000, la reconnaissance du rôle indispensable que joue l'éducation dans le développement économique et social ne cesse de gagner du terrain. Parallèlement, l'engagement politique s'est progressivement concrétisé, aussi bien au niveau des pays qu'au sein de la communauté internationale. Parvenir à une éducation pour tous (EPT) en 2015 est un objectif que la plupart des pays africains considèrent comme essentiel à leurs stratégies de lutte contre la pauvreté ; c'est aussi un objectif vis-à-vis duquel les agences d'aide ont désormais pris des engagements très forts.

Si la plupart des actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'éducation pour tous relèvent de l'initiative des pays concernés, les pays industrialisés sont toujours plus nombreux à reconnaître qu'ils ont une responsabilité à assumer pour faciliter l'atteinte de cet objectif en contribuant à son financement. C'est la signification de l'engagement pris à Dakar selon lequel aucun pays doté d'un plan « crédible » ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources.

Deux questions importantes se posent alors : comment déterminer le volume des ressources additionnelles requises ? Quelle serait la meilleure façon de les utiliser afin qu'elles jouent un rôle déclencheur dans l'atteinte des objectifs de l'EPT ? Ces questions sont au centre de notre étude, pour laquelle nous nous sommes intéressés aux 33 pays africains qui connaissent les conditions les plus difficiles – l'EPT reste pour la plupart d'entre eux un objectif très ambitieux. En prenant pour date butoir l'année 2015, qui verra tous les enfants vivant dans ces pays bénéficier d'une scolarité primaire complète de qualité, notre étude aboutit à une estimation financière agrégée selon laquelle,

si les pays mettent effectivement en œuvre les réformes *ad hoc* de leur politique éducative (ce qui constitue le « plan crédible »), le besoin de financement extérieur, comblé par l'aide internationale, devrait tourner autour de 2,1 milliards de dollars des États-Unis (USD) par an jusqu'en 2015. Les deux tiers de ce financement iraient à la couverture des dépenses de fonctionnement des services éducatifs.

Ces résultats ont des implications importantes, non seulement en termes de volume de ressources à mobiliser, mais aussi en ce qui concerne les modalités de transfert de ces ressources aux pays bénéficiaires. Les résultats présentés ici, pour les pays africains comme pour les autres, viennent d'être discutés pendant la session de printemps 2002 du Comité de développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, à laquelle participaient les différents ministres en charge des Finances et de la Coopération. Le fait que, à la suite de cette réunion, des progrès aient été enregistrés dans la mobilisation des ressources nécessaires à l'atteinte des objectifs d'EPT est déjà en tant que tel un motif de satisfaction.

Si cette mobilisation de l'aide internationale est tout à fait indispensable, elle ne sera néanmoins pas suffisante pour atteindre les objectifs d'EPT en 2015. Les pays concernés doivent de leur côté accorder dans leurs propres budgets une réelle priorité à l'éducation et, point plus important encore, prendre les mesures nécessaires pour améliorer la qualité des services éducatifs offerts et l'efficacité avec laquelle ils sont produits. Ces mesures devront par ailleurs renforcer la capacité des pays à atteindre les populations qui ne reçoivent actuellement que peu de services éducatifs – et notamment les filles, les ruraux, les familles pauvres et les minorités. L'amélioration de la qualité des

processus d'apprentissage aura un rôle crucial à jouer sur ce plan, dans la mesure où l'EPT a été définie comme l'achèvement par tous les enfants d'un cycle primaire répondant à leurs besoins d'apprentissage, pas simplement au fait qu'ils aient été un jour scolarisés. Elle permettra de répondre à un impératif pressant – il suffit de se rappeler que sur les 79 pays à faible revenu dans le monde qui ont un taux brut de scolarisation primaire proche de 100, 27 seulement ont un taux d'achèvement du primaire équivalent. Dans les 52 autres (pour la plupart situés en Afrique subsaharienne), la fréquence des redoublements et des abandons précoces des études continue de limiter les espérances éducatives minimales de nombreux enfants. Ces éléments montrent combien la mise en œuvre d'un « plan crédible de développement à moyen terme de leur système éducatif » est importante pour ces pays.

La réforme des systèmes éducatifs dans l'esprit voulu n'en sera pas pour autant aisée. Les questions à aborder auront souvent une tonalité politique évidente. Il est vrai que les possibilités de discuter des points sensibles sont meilleures aujourd'hui qu'elles ne l'ont été au cours des 20 dernières années, compte tenu du mouvement actuel – dans les pays et au niveau de la communauté internationale – pour accorder davantage de priorité à l'éducation. L'histoire nous enseigne qu'une volonté politique forte de la part des gouvernements est essentielle, et que cet engagement doit pouvoir se lire dans les allocations budgétaires. L'expérience nous montre aussi que la volonté de mettre en œuvre des réformes et d'établir des programmes crédibles pour le développement de l'éducation doit s'inscrire dans

un contexte de faisabilité fiscale, de qualité technique des actions entreprises et de viabilité politique des dispositifs choisis dans chaque contexte national. Le succès dépendra aussi de la qualité de la collaboration entre l'État et les principaux partenaires et acteurs de l'éducation dans le pays, notamment les enseignants et les parents. Les questions légitimes que les enseignants peuvent se poser sur leurs conditions de travail doivent être traitées, mais des solutions doivent aussi être trouvées pour que les responsabilités de chacun dans l'atteinte et la validation des résultats soient claires. Enfin, les gouvernements doivent réaffirmer la valeur du rôle des organisations non gouvernementales dans la production des services éducatifs.

L'EPT est un défi important et ambitieux, mais il peut être relevé et gagné. Grâce aux politiques volontaires qu'ils ont prises ces dix dernières années à l'issue de la conférence de Jomtien (en 1990), des pays africains comme la Gambie, la Guinée, le Malawi, la Mauritanie, l'Ouganda et la Tanzanie ont fait des progrès significatifs en direction de l'EPT. Le chemin à parcourir reste néanmoins difficile pour nombre de pays du continent, mais les perspectives de nouveaux progrès sont bonnes, compte tenu du ciblage qui portera dans ce nouveau millénaire sur l'EPT comme facteur clé du développement. Nous formons des vœux pour que la publication de cette étude sur le besoin de financement extérieur nécessaire à l'atteinte de cet objectif stimule les discussions et nous permette d'approfondir notre compréhension des facteurs indispensables afin que tous ceux qui ont la volonté d'offrir une éducation de bas à tous les enfants africains puisse atteindre cet objectif.

Birger Fredriksen
Conseiller spécial pour l'éducation
Département du développement humain pour
la région Afrique

Remerciements

Nous souhaitons remercier les très nombreuses personnes – trop nombreuses pour être citées – dont la contribution a été d'une valeur inestimable. Ces contributions ont notamment concerné la collecte des données (et la vérification systématique de leur cohérence) qui ont servi de base pour l'estimation du modèle de simulation de chacun des 33 pays concernés. Sans ces appuis, ce document aurait du viser des objectifs

plus modestes et aurait ainsi été moins pertinent pour alimenter la discussion sur le point de déterminer comment mieux aider les pays d'Afrique subsaharienne à atteindre leur objectif d'éducation pour tous en 2015.

Nous étendons l'expression de notre reconnaissance au Gouvernement norvégien, pour le soutien financier qu'il nous a prodigué par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire norvégien pour l'éducation.

Résumé

L'Education Pour Tous (EPT) d'ici l'année 2015 est un des huit Objectifs Internationaux de Développement auxquels 189 pays se sont engagés en 2000 dans la perspective de réduire la pauvreté et d'améliorer le bien-être de la population des pays à faible revenu. Dans certains pays, l'atteinte de ces objectifs supposerait davantage de ressources que les Gouvernements sont susceptibles de mobiliser à l'échelle nationale. Ce document fait l'estimation que pour 33 des pays d'Afrique subsaharienne les plus pauvres, le besoin moyen annuel agrégé d'aide extérieure est de l'ordre de 2,1 milliards de dollars des Etats-Unis (en prix de l'année 2000) entre 2001 et 2015 (y compris les coûts supplémentaires spécifiques induits par le VIH/SIDA tant en ce qui concerne la production des services éducatifs que l'assistance apportée à la scolarisation des orphelins –qu'ils aient perdu leur mère ou leur deux parents-). Ce montant estimé correspond à environ 28 % des dépenses totales nécessaires pour assurer la scolarisation primaire universelle en 2015 dans ces pays; ceci indique que la très large majorité des efforts financiers seront assurés par les pays eux-mêmes. Environ les deux-tiers des besoins de financement extérieur sont concernent les dépenses de fonctionnement, un chiffre qui a des implications importantes pour ce qui est des mécanismes par lesquels cette aide devra être apportée aux pays bénéficiaires.

Les estimations sont fondées sur des simulations spécifiques, pays par pays, avec l'utilisation de paramètres homogènes tant en ce qui est de la production des services éducatifs (taux d'encadrement, niveaux de salaire des enseignants, part des dépenses hors salaires des enseignants, ...) que la

priorité accordée par les Etats au financement de leur enseignement primaire dans les 33 pays concernées d'ici 2015. Ces paramètres ont été identifiés sur la base des pratiques moyennes observées dans les pays à faible revenus qui ont soit atteint les objectifs de l'EPT soit qui sont en passe de les atteindre. L'hypothèse implicite est que les pays qui sont encore éloignés des objectifs de l'EPT devraient mettre en œuvre des réformes de leur système éducatif de sorte à offrir à leurs populations des services de qualité produits de manière efficiente. Cette approche fondée sur la nécessité pour les pays d'adopter les politiques pertinentes se distingue de celle suivie dans les différents exercices visant à estimer le coût de la scolarisation primaire universelle en 2015. Notre estimation de 2,1 milliards de \$US (en prix de l'année 2000, ou environ 1,8 milliards \$US en prix de 1995) est très inférieure aux chiffres de 7 à 15 milliards de dollars US (en prix de 1995) qui ont été proposés par ailleurs. Une raison est que ces études couvrent davantage de pays que la notre; une autre raison que nos estimations identifient un besoin de financement extérieur et non un besoin de financement général sachant qu'une partie peut être couverte par la mobilisation raisonnable de ressources nationales. La raison principale des différences, toutefois, réside dans le fait que la production des services éducatifs est supposée être faite à des coûts unitaires fondés sur les pratiques actuelles, dont certaines peuvent être inefficaces ou inéquitables. Ces coûts unitaires sont alors plus élevés que ceux pris en compte dans cette estimation, qui suppose que les politiques pertinentes seront progressivement mises en oeuvre au cours de la période entre maintenant et 2015.

Introduction

Lors du Forum de Dakar sur l'Education Pour Tous (EPT) en avril 2000, le Président de la Banque Mondiale, James D. Wolfenshon a pris l'engagement qu'aucun pays qui aurait un plan crédible pour réaliser l'EPT ne devrait être empêché de le mettre en œuvre par manque de ressources extérieures.¹ Il incombe alors à chaque pays de proposer ce plan crédible et à la Banque Mondiale d'aider à la mobilisation des ressources qui permettront d'en assurer le financement. De façon jointe, la communauté internationale, a formalisé cet engagement de la Banque dans les Objectifs Internationaux de Développement des Nations-Unies en septembre 2000. Les Objectifs Internationaux de Développement (OID) comprennent l'EPT comme un objectif explicite : « d'ici 2015, tous les enfants, garçons comme filles, auront la possibilité d'avoir une scolarité primaire complète. » Un autre aspect des OID est d'« éliminer les disparités selon le genre dans l'enseignement primaire et secondaire, si possible d'ici 2005, et à tous les niveaux d'enseignement d'ici 2015. »

L'objectif de ce document est d'évaluer les besoins nécessaires de financement extérieur nécessaire à l'atteinte de l'EPT en 2015 dans 33 des plus pauvres pays d'Afrique sub-saharienne. Il s'agit des pays dont la population est supérieure à un million d'habitants et pour lesquels il a été possible de collecter des données suffisamment fiables et complètes pour alimenter le modèle de simulation (construit pour être aussi parcimonieux que possible dans les données qu'il utilise) utilisé

dans cet exercice.² Pour des raisons de simplicité, nous laissons de côté la question liées à la mise en œuvre concrète de l'objectif de l'EPT en 2015. Nous ciblons essentiellement la mesure de ce que pourraient être les besoins de financement extérieur selon divers scénarios dans chacun des pays concernés ; ces scénarios concernent en particulier les politiques touchant d'une part au volume des ressources nationales mobilisées pour le primaire, et d'autre part à l'efficacité dans la production des services offerts avec un ciblage particulier sur les apprentissages des élèves. Comme tels, les résultats de cet exercice de mesure du coût de l'EPT sont conçus pour répondre au double défi contenu dans la formulation même de l'engagement de la Banque Mondiale au Forum de Dakar, à savoir d'une part que les pays définissent leur plan crédible et d'autre part que la communauté internationale assure le financement des besoins extérieurs pour réaliser les objectifs dans le contexte de ce plan.

Notes

- 1 Pour des informations plus complètes, voir à http://www2.unesco.org/wef/en-press/relea_dak_0427_18h.shtml.
- 2 Outre le fait d'être un pays à faible revenu et avoir une population supérieure à 1 million d'habitants, la Somalie et le Liberia ne sont pas inclus dans l'analyse par manque de données; Le Zimbabwe ne fait pas non plus partie des pays inclus dans l'exercice car il a déjà atteint les objectifs de l'EPT.

2

Comment aborder la mesure du coût de l'EPT ?

Plusieurs estimations du coût de la réalisation de l'EPT ont été précédemment conduites, dont celles effectuées par des organisations telles que l'UNESCO et l'UNICEF.³ Ces estimations indiquent un coût agrégé annuel supplémentaire compris entre 7 et 15 milliards US\$ pour réaliser l'EPT en 2015 dans tous les pays. Une estimation récente de la Banque Mondiale fait état pour sa part d'un coût annuel compris entre 10 et 15 milliards US\$ (aux prix de 1995) pour réaliser la scolarisation primaire universelle en 2015.⁴ Bien que les détails des calculs diffèrent, ils reviennent tous à multiplier le nombre estimé des enfants d'âge scolaire qui ne sont pas à l'école par un coût unitaire annuel de scolarisation.

Dans ce document, nous simulons le coût de l'EPT en 2015 en utilisant une approche différente de celle des études existantes. Ses caractéristiques distinctives principales sont les suivantes :

- (a) les simulations ont été conduites séparément pour chaque pays et le coût de l'EPT en 2015 pour le continent africain est la somme des estimations faites pour chacun des 33 pays africains retenus dans notre analyse. Les conditions initiales spécifiques à chacun des pays sont donc intégrées dans nos calculs ;
- (b) les simulations sont organisées en utilisant comme variable cible le taux d'achèvement du primaire, c'est à dire la proportion de chaque cohorte de jeunes du pays qui complètent 5 ou 6 années de scolarité dans le premier cycle d'études⁵ ;
- (c) le modèle place les besoins de financement de l'EPT dans le contexte global du secteur éducatif en reconnaissant explicitement la nécessité de préserver une proportion suffisante des ressources du secteur pour les niveaux d'enseignement post-primaires ;
- (d) le modèle reconnaît que pour atteindre les objectifs de l'EPT, il convient d'une part que les efforts adéquats sont faits pour améliorer la qualité du contexte d'apprentissage dans les classes, et d'autre part que des interventions financières et d'autres natures soient faites pour attirer la population des enfants qui ne sont pas scolarisés et qui sont souvent des populations plus difficiles. En raison de cela, les estimations de coûts incluent la mobilisation de ressources pour acquérir les intrants complémentaires au paiement des enseignants, comme pour financer des activités visant à stimuler la demande et assurer les incitations suffisantes pour la scolarisation ;
- (e) le modèle intègre l'adoption des réformes de politique éducative qui amélioreront les conditions concrètes de l'enseignement primaire au cours de la période 2000-2015. Ainsi, à mesure que la couverture scolaire s'étendra progressivement vers l'EPT en 2015, les élèves qui ne sont pas scolarisés entreront dans un système offrant des services éducatifs en amélioration constante. Cette approche diffère nettement des autres tentatives d'évaluation du coût de l'EPT dans lesquels les politiques destinées à améliorer le fonctionnement du système sont ignorées, ce qui revient à supposer

implicitement que ces élèves entreraient dans un système fonctionnant selon les modalités présentes sans amélioration (ce que certains ne feraient sans doute pas).

- (f) le modèle s'appuie sur un jeu de paramètres cibles indicatifs concernant tant la production des services éducatifs que leur financement; ces paramètres sont appliqués de façon homogène aux différents pays et sont déterminés pour caractériser ce qu'on pourrait entendre par le terme de « plan crédible » pour la réalisation de l'EPT ;
- (g) le modèle fait une distinction entre les dépenses courantes et les dépenses en capital pour l'EPT, et distingue de fait des besoins de financement dans les deux composantes.
- (h) enfin, un effort particulier a été fait pour que les données utilisées dans l'exercice soient les plus récentes possible au moment où ce travail a été commencé, en décembre 2001. Ainsi, les indicateurs dans la plupart des pays valent pour les années 2000 ou 1999. Les sources telles que la Base de Données Actives de la Banque Mondiale pour l'Afrique (LDB), la base de d'Analyse et de gestion de l'Information Statistique (SIMA), EdStats, ainsi que la base de Statistiques sur les Finances des Gouvernements du FMI (GFS) ont été utilisées pour les données des finances publiques et du service de la dette; pour les données de population (population totale et par année d'âge), les informations ont été extraites de la banque de données de la Banque Mondiale (elles-mêmes fondées sur celles de la Division de la Population des Nations-Unies).

Les données spécifiques à l'éducation ont été obtenues sur la base de sources *ad hoc*, comprenant les annuaires des statistiques scolaires des pays et d'autres rapports nationaux, des rapports récents sur l'éducation faits par la Banque Mondiale ainsi que des données non publiées de l'Institut de Statistiques de l'UNESCO. Pour certains pays où les informations sont insuffisantes, il a été nécessaire de mobiliser des agences de coopération bilatérales, voire d'utiliser des contacts personnels dans les pays pour obtenir l'information désirée. Les données ont été contrôlées de façon systématique, notamment par de nombreux tests de cohérence pour assurer que les relations structu-

relles de base sont préservées entre les variables utilisées dans les simulations.⁶

Cette approche a été appliquée aux 33 pays d'Afrique sub-saharienne analysés dans ce document ainsi qu'à 14 pays hors-Afrique qui n'ont pas encore atteint les objectifs de l'EPT en 2000. Les résultats pour ces pays sont présentés dans un autre document qui pourra être utilisé comme référence pour l'analyse des pays africains quand cela apparaîtra approprié.⁷

Notes

- 3 Delmonica Enrique; Santosh Mehrotra et Jan Vandermoortele. 2001. "Is EFA Affordable? Estimating the Global Minimum Cost of Education For All," UNICEF Staff Working Paper EPP-01-001. UNICEF, New York; et Brossard, Mathieu et Luc Gacougnolle (2001). "Education Primaire Universelle: Combien ? Document de travail de l'Institut de Statistiques de l'UNESCO. Pour l'Afrique sub-saharienne, cette estimation propose un chiffre compris entre 2,9 et 3,4 milliards de dollars US comme coût additionnel annuel moyen entre 1998 et 2015 (en \$US de 1995) pour réaliser l'EPT en 2015.
- 4 Voir Devarajan, Shatayanan; Margaret J. Miller; et Eric V. Swanson (2002). "Goals for Development: History, Prospects and Costs," World Bank Policy Research Working Paper No. 2819 (mars); voir aussi l'Annexe 1 pour des détails complémentaires et une comparaison des estimations pour les pays africains dans ce document et ceux pris en considération dans notre analyse.
- 5 Dans certains pays, le cycle primaire dure plus que six années alors que dans d'autres, il est plus court. Quand le cycle dure plus que six années, les calculs ont été faits sur la base d'estimations valant pour les six premières années. Quand le cycle est plus court, deux cas sont rencontrés i) 5 années et aucun ajustement n'est fait, l'estimation étant limitée au cycle de 5 années ; ii) structure faite de 4 + 2 années, l'estimation est alors faite en consolidant les six premières années d'études dans le pays.
- 6 Par exemple, les dépenses budgétaires salariales pour les enseignants sont par définition égales au produit du salaire moyen des enseignants et du nombre d'enseignants payés par le Ministère; ce nombre d'enseignants doit lui-même être cohérent avec le nombre des élèves scolarisés et le taux d'encadrement. Un autre exemple est que la dépense publique courante pour le primaire, exprimée en pourcentage du PIB du pays, doit être égale au produit des composantes suivantes : a) le salaire moyen des maîtres

(exprimés en multiple du PIB par tête), b) l'inverse du rapport élèves-maîtres, c) un terme qui vaut $(1 + \text{le pourcentage des dépenses hors salaires des maîtres en \% de la masse salariale des enseignants})$, d) un terme qui vaut $(1 - \text{le pourcentage des effectifs payant leur scolarité})$, e) la proportion de la population d'âge scolaire dans la population totale du pays, et f) le taux brut de scolarisation. Les données pour

chaque pays doivent, ensemble, être telles qu'elles satisfassent raisonnablement cette identité structurelle entre les différentes variables.

- 7 Barbara Bruns, Alain Mingat et Ramahatra Rakotomalala, 2002. "Achieving Universal Primary Education by 2015 : A Chance for Every child," Réseau du Développement Humain, Banque Mondiale, Washington D.C.

3

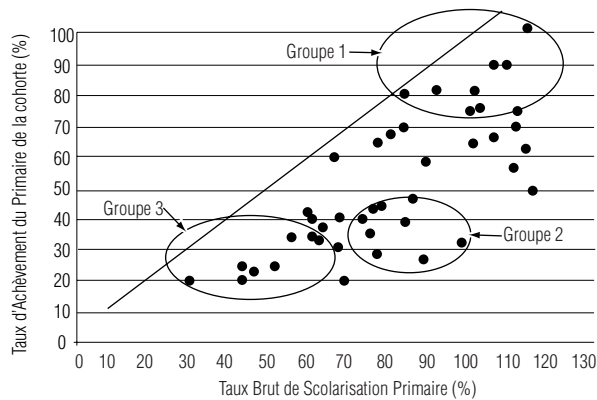
Rendre le concept d'EPT opérationnel

Comme indiqué précédemment, nous utilisons le Taux d'achèvement du Primaire (TAP) pour concrétiser le concept d'EPT dans cet exercice. La variable combine l'influence du taux d'entrée dans le cycle primaire et de la proportion de ceux qui complètent les cinq ou six années du cycle parmi ceux qui sont entrés en première année. Dans le contexte de cet exercice, le taux d'achèvement a été calculé comme le rapport du nombre de non-redoublants en 6^{ème} année d'études (ou 5^{ème} si le cycle n'a que 5 ans) et, en général, de la population âgée de 12 ans dans le pays [12 étant la somme de 7, pour l'âge d'entrée en première année et de 5, pour le nombre d'années entre la première et la sixième année d'études].⁸ Le calcul souffre des difficultés liées à l'usage de données transversales pour appréhender un phénomène impliquant des cohortes pour lesquelles l'accès et la rétention en cours de cycle peuvent évoluer dans le temps. Ainsi, dans les pays dans lesquels les effectifs scolarisés ont augmenté rapidement au cours des dernières années, le taux d'achèvement calculé de cette façon ne donnent pas une image juste du taux d'achèvement du primaire pour ceux qui actuellement débute le cycle. Bien que des ajustements aient pu être faits pour améliorer ces estimations, nous avons choisi de ne pas les faire dans la perspective de disposer d'une méthode homogène pour tous les pays et du besoin de transparence et d'uniformité du traitement fait à chacun des pays. Dans la mesure où la méthode tend, en moyenne, à sous-estimer le taux d'achèvement du primaire en 2000, le besoin de financement extérieur ainsi estimé pour atteindre

les objectifs de l'EPT en 2015 se trouve donc être plutôt favorable pour les pays.

En tant qu'indicateur permettant de rendre le concept d'EPT opérationnel, le Taux d'achèvement du Primaire calculé comme indiqué ci-avant, est préférable à la mesure des taux bruts ou nets de scolarisation (TBS ou TNS) que les autres exercices de mesure du coût de l'EPT ont de fait utilisée. Un avantage du TBS ou du TNS est que les données existent déjà plus ou moins pour un grand nombre de pays.⁹ En dépit de cet avantage, aucun des deux indicateurs n'est vraiment pertinent pour les raisons suivantes: (a) ils correspondent à une vision transversale de la couverture du système d'enseignement primaire à un moment donné du temps; (b) ils reflètent des moyennes pour l'ensemble des classes qui constituent le cycle primaire, alors que les déperditions en cours de cycle peuvent être substantielles; et (c) la présence de redoublements de classe et d'enfants en dehors de l'âge officiel (entrés trop tôt ou trop tard, redoublements) contribue encore davantage à réduire leur capacité à rendre compte du fait que les élèves complètent, ou non, le cycle primaire. Ces problèmes expliquent pourquoi des valeurs élevées du TBS ou le TNS n'indiquent pas nécessairement qu'une large proportion des enfants atteint effectivement la fin du cycle primaire. Ce fait est confirmé dans la figure 3.1 pour l'échantillon des 47 pays à faible revenu du monde concernés.¹⁰ Par conséquent, lorsque nous citerons maintenant le TBS ou le TNS dans ce texte, ce sera seulement pour faire référence à des études utilisant l'un ou l'autre de ces indicateurs.

Figure 3.1
Taux d'Achèvement du Primaire et Taux Bruts de Scolarisation dans 47 pays, circa 1999



Note: Les deux axes correspondent à 5 ou 6 années d'études primaires. Voir le texte pour davantage de détails. Chaque point correspond à un des 47 pays à faible revenu du monde étudiés. Voir la figure 1 en Annexe 2 pour un graphique similaire limités aux 33 pays d'Afrique.

Source: Tableaux A2.1

Dans la figure 3.1, la diagonale représente l'égalité parfaite entre le TBS et le TAP. Cela dit, on observe qu'il n'y a que très peu de pays situés sur cette ligne. Les pays peuvent alors être distribués en quatre groupes, selon la valeur, absolue et relative, de ces deux indicateurs.

- Groupe 1. le TBS est élevé (au moins 85 %), et le TAP est au moins de 70 % ;
- Groupe 2. le TBS est élevé (au moins 70 %), mais le TAP est inférieur à 45 % ;
- Groupe 3. le TBS et le TAP sont à des niveaux faibles, et
- Groupe 4. le TBS et le TAP ont des valeurs intermédiaires (tous les autres pays).

Les pays du Groupe 1 peuvent être considérés comme ceux qui ont les « meilleures » performances en termes des objectifs de l'EPT : la valeur relativement élevée de leur TAP indique qu'ils ont réalisé des progrès notables en direction des objectifs de l'EPT. Par ailleurs, le fait qu'il y ait peu de différences entre le TBS et le TAP suggère que ces pays opèrent sans souffrir trop des inefficiences liées à une grande fréquence des redoublements et des abandons précoces en cours de cycle primaire. La coupure opérée au seuil de 70 % pour le

TAP est évidemment quelque peu arbitraire; le choix a été dicté uniquement par la nécessité de disposer d'un nombre suffisant de pays à classer dans le groupe des pays les plus performants. Rappelons que dans la mesure où le TAP est une variable continue, certains pays du groupe 2 sont en fait assez proches de certains pays du groupe 1. Une démarche comparable permet d'identifier les pays les plus performants vis-à-vis de l'EPT parmi l'échantillon des pays d'Afrique subsaharienne (voir la figure A2.1 en annexe). Pour conserver un nombre suffisant de pays dans le groupe 1, le seuil de TAP a toutefois été diminué à 55 %. Dans l'échantillon des 47 pays du monde, ceux qui sont les plus performants vis-à-vis de l'EPT sont le Bangladesh, la Bolivie, la Gambie, l'Inde, l'Indonésie, le Lesotho, l'Ouganda, le Vietnam, la Zambie et le Zimbabwe.¹¹ Les pays les plus performants vis-à-vis de l'EPT au sein de l'échantillon des 33 pays africains sont : La Gambie, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Nigeria, l'Ouganda et la Zambie.

Notes

- 8 Pour les pays qui ont un cycle de 5 ans, la population de référence est celle de 11 ans. On notera que dans la mesure où les simulations sont faites pour chaque pays, il est possible qu'il y ait quelques variations de l'âge d'entrée en première année primaire.
- 9 Le taux Brut de Scolarisation est défini comme le rapport entre le nombre total d'élèves dans un cycle d'études (quel que soit leur âge) et la population totale des jeunes du pays ayant l'âge officiel de référence pour ce même cycle d'études. Le Taux Net de Scolarisation est calculé de manière comparable, mais le numérateur ne prend en compte que les élèves ayant l'âge officiel dans le cycle.
- 10 Les ratios pour les systèmes dans lequel le cycle primaire dure plus que six années ont été ajustés pour refléter le ratio correspondant aux six premières années du cycle.
- 11 D'autres pays à faible revenu, tels que la Chine ou le Sri Lanka, auraient pu être inclus; ils n'y sont pas parce que les données récentes sur ces pays n'étaient pas disponibles au moment où l'exercice a été réalisé. Notons aussi que le Zimbabwe, qui a déjà atteint les objectifs de l'EPT, a été pris en considération pour caractériser les pays les plus performants vis-à-vis de l'EPT; il ne fait pas partie des 33 pays africains pour lesquels la simulation financière a été conduite.

4

Le modèle de simulation

Nous commençons par clarifier le comportement de certaines des variables clés pour l'EPT au cours de la période de simulation (2001-2015). Nous poursuivrons par une brève vue d'ensemble du modèle de simulation lui-même. Des informations plus détaillées sur le modèle sont proposées dans l'annexe 3.

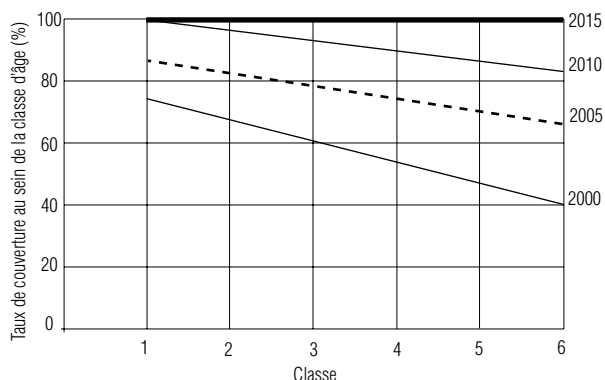
La dynamique stylisée de l'évolution de certaines variables clés.

Pour parvenir aux objectifs de l'EPT en 2015, il convient que tous les enfants d'une cohorte donnée accèdent au système et y restent scolarisés jusqu'à ce qu'ils achèvent le cycle primaire (ou six années si le cycle primaire compte plus que 6 années d'études). La figure 4.1 montre comment le

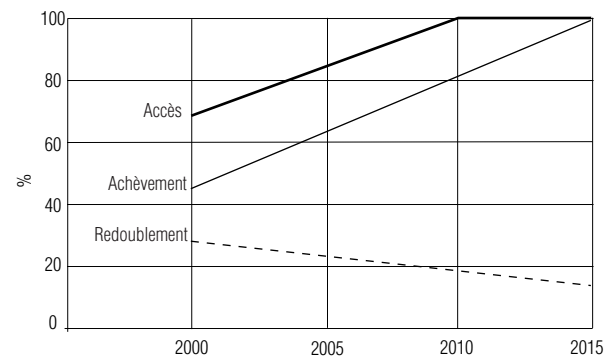
profil de scolarisation dans un pays hypothétique doit évoluer entre maintenant et l'année 2015 pour parvenir aux objectifs de l'EPT. Dans le panneau (a), le profil est identifié à 4 dates. Au cours de l'année initiale (2000), 75 % de la classe d'âge entrent en 1^{ère} année, alors que 40 % achèvent le cycle de six années d'études. En 2005, ces ratios montent respectivement à 90 et 65 %; en 2010, le taux d'accès atteint 100 %, alors que le taux d'achèvement est de 85 %. En 2015, enfin, à la fois le taux d'entrée et d'achèvement valent 100 %, ce qui signifie que les objectifs de l'EPT sont atteints. Dans le panneau (b), la même information est présentée de façon différente pour souligner que l'accès doit être universel en 2010 pour envisager l'atteinte des 100% d'achèvement en 2015. Le panneau (b) indique par ailleurs que le taux de redoublement

Figure 4.1 :
Dynamique stylisée des indicateurs de flux dans le primaire, 2000-2015

Panneau (a)



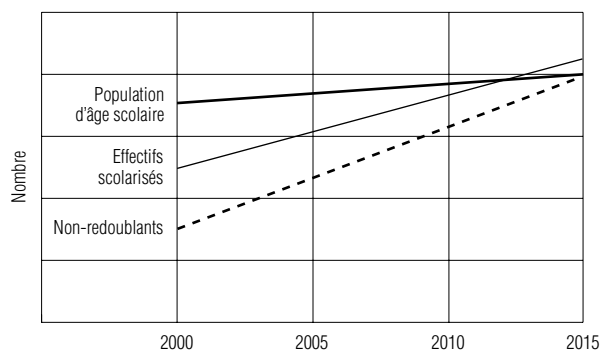
Panneau (b)



Source: Les Auteurs.

Figure 4.2 :
Dynamique stylisée des effectifs dans l'enseignement primaire, 2000–2015

Panneau (a)



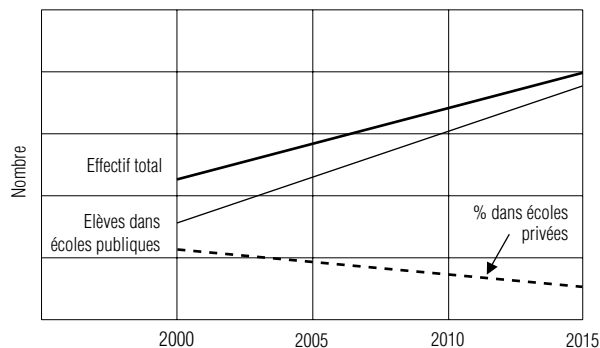
Source: Les Auteurs.

doit décliner au cours de la période (s'il est initialement élevé), dans la mesure où une grande fréquence des redoublements tend à favoriser l'abandon précoce des études, ce qui est incompatible avec les objectifs de l'EPT d'avoir un taux d'achèvement de 100 %.

Les profils ci-dessus des flux d'élèves sont utilisés pour passer des projections de la population d'âge scolaire aux effectifs des élèves scolarisés dans le primaire au cours de la période. La figure 4.2 [panneau (a)], ci-après, montre l'évolution de la population d'âge scolaire, comme celle du nombre correspondant d'élèves dans les écoles primaires et du nombre de redoublants parmi ceux-ci. On notera qu'au fur et à mesure qu'on approche de l'année 2015, l'écart entre l'effectif scolarisé et le nombre de non-redoublants, s'amenuise, reflétant la baisse progressive du taux de redoublement (si celui-ci était initialement élevé).

Le panneau (b) de la figure fait apparaître la distribution des effectifs entre l'enseignement public (gratuit) et l'enseignement privé financé par les usagers. La part des élèves du public est appelée à croître car l'extension de la couverture globale de l'enseignement primaire concernera ceux qui en sont couramment exclus, généralement des populations plus difficiles à scolariser (filles, ruraux, orphelins, populations pauvres et vivant dans des conditions spécifiques). Il est improbable en effet que ces populations puissent être scolarisées si l'école n'était pas, pour eux, publique et gratuite. Par ailleurs, dans les pays où l'enseignement

Panneau (b)



payé par les parents (qu'il s'agisse d'écoles privées ou communautaires) scolarise une part substantielle des effectifs, il s'agit souvent d'un signe de défaillance de l'enseignement public, avec comme hypothèse que l'amélioration de la couverture et de la qualité de l'enseignement public contribuera à augmenter son poids dans les effectifs scolarisés globaux.

Vue d'ensemble du modèle de simulation.

Le modèle possède une structure simple et parcimonieuse qui cherche à minimiser les besoins en données tout en incorporant l'influence des variables clés de politique éducative permettant de faire les projections des besoins extérieurs de financement pour atteindre les objectifs de l'EPT en 2015. Pour les estimations de ces besoins dans chacun des pays, les quatre étapes ci-après sont suivies.

* La première étape consiste à estimer le volume des dépenses courantes pour réaliser les objectifs de l'EPT en 2015. Deux jeux de variables interviennent dans le calcul. Le premier concerne la projection du nombre des élèves scolarisés dans les écoles financées par l'Etat. Ce nombre dépend : (a) des projections de la population d'âge scolaire au cours de la période de simulation ; (b) de l'évolution du taux d'accès en première année primaire ; (c) de l'évolution de la proportion de ceux qui ont accès en première année primaire qui atteignent la fin du cycle ; (d) de la fréquence des redoublements de classe (qui impliquent le financement

d'un nombre de places dans les écoles plus grand que ce qui serait nécessaire sur la base seule du taux d'accès et du taux de survie en cours de cycle) ; et (e) de la proportion des élèves scolarisés dans les écoles publiques. Le deuxième jeu de variables concerne l'estimation des coûts associés à la production des services éducatifs offerts dans les écoles financées publiquement. Les estimations dépendent des facteurs suivants : (a) le nombre moyen d'élèves par enseignant (qui permet de calculer l'évolution du nombre d'enseignants nécessaires dans les écoles publiques sur la période de simulation) ; (b) le niveau moyen de salaire des enseignants dans le secteur public (qui est multiplié par le nombre des enseignants, afin de déterminer la masse salariale globale des enseignants) ; et (c) le coût des intrants complémentaires pour i) créer un contexte favorable aux apprentissages des élèves, comme pour ii) financer ces activités qui facilitent la scolarisation des élèves en situation difficile (familles les plus pauvres, communautés éloignées, ...).

En raison de situation de forte prévalence du VIH/SIDA dans certains pays, une estimation séparée (complémentaire) a été effectuée pour incorporer l'impact de l'épidémie sur le coût associé à l'extension de la scolarité primaire à tous les enfants. Cet impact se manifeste de trois façons principales : a) changement dans la taille de la population d'âge scolaire, b) absentéisme accru des enseignants (ceci se traduit par des besoins de remplacement au cours des périodes pendant lesquelles des enseignants, malades, ne peuvent assurer leur service, de sorte à maintenir le taux d'encadrement effectif visé pour les élèves) et besoin de former davantage d'enseignants pour compenser le taux accru de mortalité des enseignants en cours de vie active, et c) accroissement du nombre des orphelins du fait de la mortalité accrue des parents en raison du SIDA, ce qui se traduit par des dépenses publiques supplémentaires pour encourager les enfants ainsi touchés à aller à l'école. Les projections de population (totale et d'âge scolaire) utilisées dans l'exercice incorporent déjà l'incidence du SIDA, si bien qu'aucun ajustement supplémentaire n'est nécessaire. L'impact du second effet est incorporé dans l'analyse sur la base des projections de la prévalence de la maladie dans chaque pays faites par l'ONUSIDA, ainsi que sur la base des travaux conduits par des chercheurs de l'Imperial

College à Londres concernant l'impact du SIDA sur la population des enseignants et sur leur absentéisme. Enfin, l'impact du SIDA sur les orphelins est fondé d'une part sur des projections du nombre des orphelins de mère (et des orphelins de père et de mère) établies à partir des données d'ONUSIDA, et d'autre part, sur une subvention unitaire annuelle fixée à 50 dollars US.¹²

* *La seconde étape* de la simulation concerne l'estimation des coûts de construction des salles de classe équipées nécessaires pour accueillir le nombre croissant d'enfants scolarisés dans le secteur public. Le calcul consiste à déterminer le nombre des classes nouvelles à construire pour suivre la croissance des effectifs, en supposant que le rapport moyen élèves-maîtres est le même que le rapport élèves-salles de classe (ce qui revient à supposer que le nombre d'heures d'enseignement des élèves est le même que le nombre des heures de service des maîtres, ce qui correspond aussi à la situation dans laquelle un maître s'occupe d'un groupe d'élèves pour les différentes matières enseignées). Le coût unitaire de la construction/équipement d'une salle de classe varie de façon large dans le contexte africain (notamment selon la nature du bâtiment et des procédures utilisées); le coût de construction a ici été fixé à ce qui est apparu un niveau « raisonnable », qui correspond à la moyenne des estimations récentes dans les pays pour lesquels les informations ont pu être collectées.

* *La troisième étape* établit le volume de ressources que le pays peut mobiliser sur le plan national pour l'objectif de l'EPT en 2015. Ce volume dépend de l'évolution des facteurs suivants au cours de la période 2001-2015 : (a) le taux anticipé de croissance du PIB du pays ; (b) l'évolution du montant des recettes (fiscales et parafiscales) publiques en proportion du PIB ; (c) la part des revenus du gouvernement allouée à l'éducation ; et (d) la part des dépenses publiques d'éducation allouée spécifiquement à l'enseignement primaire.

* *La quatrième étape* dans les calculs consiste à déterminer le besoin de financement extérieur pour assurer la réalisation des objectifs de l'EPT en 2015. Le calcul consiste simplement à soustraire les résultats obtenus dans les étapes 1 et 2 de ceux obtenus dans l'étape 3. L'algorithme est arrangé de telle sorte que les ressources nationales servent à financer en priorité les dépenses courantes, et que

le surplus, s'il existe, permette de couvrir tout ou partie des dépenses en capital. Dans les pays où les ressources nationales ne sont pas suffisantes pour couvrir les dépenses courantes nécessaires pour les objectifs de l'EPT, les ressources extérieures devraient alors assurer à la fois le financement des besoins résiduels en dépenses courantes et la totalité des dépenses en capital.

Notes

- 12 Pour plus de détails sur comment a été intégré l'impact du SIDA dans les simulations, voir l'annexe 3.

5

Conditions initiales et politiques éducatives cibles pour réaliser l'EPT en 2015

Le modèle fait l'hypothèse que, dans tous les pays étudiés, les paramètres de politique éducative concernant tant la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire que la production des services éducatifs, convergent d'ici 2015 vers les références indicatives jugées raisonnables, qui en fait s'inspirent essentiellement de ce qui est observé, en moyenne, dans les pays à faible revenu qui se sont empiriquement révélés performants vis-à-vis des objectifs de l'EPT (pays du groupe 1 dans la figure 3.1).

L'utilisation de telles cibles indicatives présente l'avantage évident de la simplicité, sachant toutefois que cela ne laisse pas de place pour des différenciations entre pays. Cela dit, ce supposé inconvenient présente aussi l'avantage de placer tous les pays dans un cadre où ils sont traités de manière homogène et transparente. Toutefois, dans la perspective de combiner homogénéité et spécificité, il est apparu raisonnable d'appliquer des standards indicatifs communs pour ce qui est de la production des services éducatifs, mais d'utiliser seulement des principes communs pour ce qui concerne la mobilisation des ressources publiques, sachant que nous avons aussi autorisé, sur ce dernier plan, la possibilité de trois scénarios alternatifs. Lorsqu'on en viendra à des travaux, non pas de simulation dans le cadre d'un exercice tel que celui-ci, mais à de réelles applications à des pays particuliers, des variations seront évidemment possibles pour tenir compte des spécificités de chaque pays.

Nous présentons maintenant les valeurs initiales et les valeurs cibles des différentes variables qui interviennent dans la simulation. La discussion est articulée en quatre rubriques correspondant à la séquence des calculs à réaliser : estimation du nombre d'élèves dans les écoles financées par l'Etat ; coût de la production des services à offrir dans ces écoles ; coût de construction et d'équipement des salles de classe ; et volume des ressources extérieures pour assurer le financement de l'EPT.

Nombre des élèves scolarisés dans les écoles publiques.

Le tableau 5.1 présente les principales variables utilisées. Les quatre premières colonnes concernent les statistiques récapitulatives de ces variables pour l'année 1999/2000—pour les 33 pays africains, comme pour les pays à faible revenu du monde les plus performants vis-à-vis des objectifs de l'EPT. La dernière colonne donne les valeurs cibles en 2015 des quatre variables de la politique éducative : le taux d'entrée en première année d'études, le Taux d'Achèvement du Primaire dans la cohorte, la proportion des redoublants dans les effectifs scolarisés et la part des effectifs scolarisés dans le secteur privé payant. Examinons d'abord la proportion de la population d'âge scolaire dans la population totale. Bien que n'étant pas traitée comme une variable de politique éducative (on ne peut la modifier, au moins dans l'horizon temporel considéré) dans les simulations, le poids

Tableau 5.1 :
Intervalle de variation, moyennes et valeurs cibles des paramètres affectant le nombre des élèves scolarisés dans les établissements primaires publics, 1999/2000 et 2015

Variables utilisées dans la simulation	Variation en 1999/2000	Moyenne de l'échantillon en 1999/2000			Valeurs cibles pour 2015
		Pays d'Afrique	Pays performants vis-à-vis de l'EPT ^{b/}		
			Afrique	Monde	
Population d'âge scolaire en % de la population totale	13,5 – 17,7	16,1	16,5	14,3	—
Taux d'entrée en première année primaire (%)	37 – 100	81	94	103	100 ^{c/}
Taux d'Achèvement du Primaire dans la cohorte (%)	20 – 85	43	72	82	100
Proportion des redoublants dans les effectifs totaux (%)	1 – 36	18	9	10	10
Effectifs du privé en % des effectifs totaux	0 – 36	8	5	5	10
Pour mémoire : Taux Brut de scolarisation (%)	32 – 117	77	90	103	110

Note: Les cellules grises concernent des variables qui ne sont pas associées à des choix de politique éducative. Il en est ainsi de la taille de la cohorte des enfants d'âge scolaire en proportion de la population totale du pays; l'évolution anticipée pour cette variable est donnée par les projections faites par le Bureau de la Population des Nations-Unies; quant à la valeur attendue du Taux Brut de Scolarisation en 2015, elle dérive des valeurs du taux d'entrée, du taux d'achèvement du primaire et du taux de redoublement; le TBS n'est pas une variable active dans la simulation.

b/ La valeur pour l'Afrique correspond à la moyenne des 7 pays inclus dans le groupe 1 dans la figure A2.1 de l'annexe (La Gambie, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Nigeria, l'Ouganda et la Zambie). Ces pays sont ceux qui ont à la fois une forte valeur pour le Taux d'Achèvement du Primaire et pour le Taux Brut de scolarisation. Dans le monde, parmi les pays à faible revenu, les pays les plus performants vis-à-vis des objectifs de l'EPT sont : le Bangladesh, la Bolivie, la Gambie, l'Inde, l'Indonésie, le Lesotho, l'Ouganda, le Vietnam, la Zambie et le Zimbabwe.

c/ Atteint au plus tard en 2010.

Source: Différentes sources indiquées dans le texte; voir le tableau A2.1 pour des données sur les différents pays.

démographique relatif a des incidences très nettes sur les besoins en ressources du secteur de l'éducation. Entre les pays africains analysés, ce poids varie de 13,5 à 17,7 %, ce qui implique que, autres choses égales par ailleurs, le pays qui a un indicateur de 17,7 % doit mobiliser 31 % de ressources supplémentaires pour atteindre la même couverture scolaire que le pays dont l'indicateur n'est que de 13,5 %. En valeur moyenne, l'indicateur est de 16,1 % dans l'ensemble des 33 pays africains considérés, comme dans l'échantillon réduit des pays les plus performants vis-à-vis de l'EPT; par contre, la valeur moyenne de l'échantillon des pays performants vis-à-vis de l'EPT dans l'ensemble du monde n'est que de 14,3 %, soulignant par là - même que la pression démographique est sensiblement plus intense sur le continent africain que dans les pays à faible revenu dans le reste du monde.

Les deux paramètres présentés ensuite dans le tableau sont le taux d'accès en première année primaire et le Taux d'Achèvement du primaire dans la cohorte des jeunes du pays. Bien qu'en principe

pertinent, le taux de survie des entrants en première année jusqu'à la dernière année du cycle, n'est pas identifié de façon spécifique car sa valeur est déterminée dès lors que les paramètres d'accès et d'achèvement sont fixés. Le taux d'accès en première année primaire varie de 37 à 100 % au sein de l'échantillon des 33 pays d'Afrique (valeur moyenne de 81 %), alors que le Taux d'Achèvement du Primaire varie entre 20 et 85 %, avec une valeur moyenne de seulement 43 % (qui indique l'ampleur du chemin à parcourir en 13 années pour atteindre la valeur cible de 100 %, objectif de l'EPT). Parmi les pays africains les plus performants vis-à-vis de l'EPT, le taux d'accès et le taux d'achèvement sont respectivement de 94 et 72 %; ces taux sont globalement comparables, mais tout de même inférieurs à ceux des pays les plus performants du monde (103 et 82 %). Rappelons que, par définition ces deux taux devraient se situer, chacun, au niveau de 100 % en 2015, si les objectifs devaient être pleinement atteints.

La proportion des redoublants au sein des effectifs scolarisés totaux est un élément qui

caractérise l'efficacité interne dans les flux d'élèves en cours de cycle. Plus grande est cette proportion, plus les effectifs sont gonflés, au-delà de ce qui serait en principe nécessaire. Comme les données du tableau le montrent, la proportion de redoublants dans l'enseignement primaire varie, en 1999-2000 d'environ 1 % à la valeur très élevée de 36 %, avec une valeur moyenne de 18,2 % dans l'échantillon des 33 pays africains ; la valeur moyenne de cet indicateur est de 7,8 % dans le groupe des pays performants du continent. Pour des raisons explicitées précédemment, il faut souligner que des taux élevés de redoublement sont incompatibles avec l'objectif d'arriver au chiffre de 100 % pour le taux d'achèvement en 2015. Ainsi, en se fondant sur l'expérience moyenne des pays les plus performants vis-à-vis de l'EPT, une valeur cible de 10 % a été choisie (les pays qui ont une valeur plus élevée devraient la faire baisser pour l'amener au maximum à 10 %, alors qu'il est attendu que les pays caractérisés par une valeur plus faible, la maintiennent).

De façon cohérente avec cette hypothèse et avec la cible de 100 % pour les taux d'accès et d'achèvement, le Taux Brut de Scolarisation serait alors estimé en 2015 à la valeur de 110 %.

La proportion des effectifs scolarisés dans des établissements où les parents payent pour les études de leurs enfants est la dernière variable qui concourt à la détermination des effectifs scolarisés dans les établissements publics. En 1999-2000, le secteur « privé payant » scolarise entre 0 et 36 % des effectifs dans l'échantillon des 33 pays africains, la valeur moyenne étant de 8 % (5 % dans l'échantillon du monde). Une hypothèse normative de cet exercice est que s'il est indispensable que tous les enfants puissent avoir accès à un enseignement primaire qui soit tout à la fois gratuit (pas de frais de scolarité ni de dépenses privées directes de scolarisation) et de bonne qualité, il est aussi attendu que certains parents, de revenus élevés, souhaitent donner à leurs enfants un enseignement de nature particulière. Il est estimé que ceci ne doit pas être découragé (et que les pays doivent prendre des dispositions favorables, si ce n'est déjà fait, dans cette direction), notamment parce que cela soulage les finances publiques sans nuire à la qualité des services éducatifs globalement offerts dans le pays la proportion des parents qui sont dans ces circonstances peut certes varier

d'un pays à l'autre, mais il a semble raisonnable de retenir un chiffre de 10 % pour la proportion des effectifs de ce type d'enseignement.

Coût de production des services éducatifs dans l'enseignement primaire public

La rémunération des enseignants constitue l'élément le plus important de la dépense courante. La variable entre dans le modèle de simulation sous forme du salaire annuel moyen exprimé en multiple du PIB par habitant du pays. La masse salariale est calculée comme le produit de ce salaire moyen et du nombre d'enseignants dans les écoles publiques (et de la valeur du PIB par tête). Le nombre des enseignants est à son tour obtenu en divisant les effectifs attendus dans l'enseignement public (identifiés dans la section précédente) par le second paramètre de politique éducative de cette section, le rapport élèves-maîtres. Le troisième et dernier paramètre de cette partie de la simulation financière est le montant provisionné pour le financement des dépenses courantes, autres que pour la rémunération des enseignants. De telles dépenses concernent les activités d'administration (au niveau central, au niveau décentralisé et éventuellement au niveau des écoles), d'appui pédagogique (inspections, examens et évaluation des élèves, formation continue des maîtres), de fourniture de manuels scolaires et de matériels pédagogiques (pour les élèves et les maîtres), ainsi que de fourniture de services ou de subventions ciblées pour permettre la scolarisation d'élèves dans des situations difficiles. Plutôt que de faire une longue liste de ce qui est nécessaire pour réaliser cet objectif d'une école de qualité qui soit accessible à tous les élèves (même à ceux qui sont dans une situation familiale et sociale difficile), il est apparu préférable de spécifier une enveloppe globale suffisante pour couvrir ces besoins importants. Cette approche présente l'avantage d'être applicable de façon homogène à tous les pays, tout en reconnaissant que c'est aux pays d'identifier, dans leur contexte particulier, les actions les plus appropriées pour l'utilisation de ces ressources (hors rémunération des enseignants).

Les statistiques résumées concernant les trois paramètres de politique éducative sont présentées dans le tableau 5.2. Examinons en premier lieu les données sur la rémunération des enseignants. Sur

Tableau 5.2 :

Intervalle de variation, moyennes et valeurs cibles des paramètres affectant la production des services éducatifs dans l'enseignement primaire public, 1999/2000 et 2015

Variables utilisées dans la simulation	Variation en 1999/2000	Valeur moyenne en 1999/2000			Cible pour 2015
		33 pays d'Afrique	Pays performants vis-à-vis de l'EPT ^{a/}		
			Afrique	Monde	
Salaire annuel moyen des enseignants en multiple du PIB/tête	1,5 – 9,6	4,4	3,8	3,6	3,5
Rapport élèves-maîtres	24 – 79	48	39	40	40
Dépenses hors salaires des maîtres en % des dépenses courantes totales	4 – 45	24	17	26	33

a/ Les pays performants vis-à-vis de l'EPT dans l'échantillon africain correspondent aux 7 pays du groupe 1 dans la figure A1 en annexe (la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Nigeria, l'Ouganda et la Zambie). On se souviendra que, dans ces pays, le Taux d'Achèvement du Primaire (et le Taux Brut de Scolarisation) est le plus élevé dans l'échantillon. Les pays à faible revenu les plus performants du monde vis-à-vis de l'EPT sont : le Bangladesh, la Bolivie, la Gambie, l'Inde, l'Indonésie, le Lesotho, l'Ouganda, le Vietnam, la Zambie et le Zimbabwe.

Source: Différentes sources indiquées dans le texte; voir le tableau A2.1 pour des données sur les différents pays.

les 33 pays africains, le salaire moyen dans différents pays s'échelonne entre 1,5 et 9,6 fois le PIB par tête, caractérisant ainsi une très large variabilité entre pays. Les salaires sont généralement plus élevés en Afrique que dans les autres régions du monde, mais les moyennes des pays performants vis-à-vis de l'EPT sont, en Afrique et dans le reste du monde, d'un niveau tout à fait comparable. En ce qui concerne les simulations financières, le niveau de salaire correspondant à 3,5 fois le PIB par tête a été choisi, une valeur qui est proche de ce qui est observé dans les pays les plus performants vis-à-vis de l'EPT.

Cette valeur indicative correspond à ce qui paraît raisonnable pour des pays dont le PIB par tête est compris entre 300 et 700 dollars, dans la mesure où la majorité des pays à faible revenu qui sont les plus performants vis-à-vis de l'EPT sont situés dans cette fourchette de revenu. Dans les pays où le PIB par tête est inférieur, il est possible que ce niveau soit insuffisant compte tenu d'une éventuelle rareté des enseignants qualifiés ; ce point est cohérent avec le fait qu'on observe en moyenne une relation négative entre le niveau de salaire des enseignants du primaire exprimés en unités de PIB par tête et le niveau de développement du pays. Pour ce qui concerne les simulations, nous avons conservé le niveau standard de 3,5 fois le PIB par tête (pour les enseignants recrutés au cours de la période) pour tous les pays, en laissant d'éventuels

ajustements au niveau de tel ou tel pays en fonction de ses conditions particulières.

La dynamique de la variable du *salaire du maître* dans la simulation va dépendre des conditions initiales, et en particulier du point de savoir si la valeur moyenne en 2000 est supérieure ou inférieure à 3,5 fois le PIB par habitant. Pour les pays qui sont en dessous de la valeur cible, la simulation suppose que le salaire moyen des enseignants va être augmenté pour représenter 3,5 fois le PIB par tête du pays, et cela, après une année de projection. Ce choix, un peu drastique, a été fait parce que cette augmentation est supposée avoir un effet positif sur la qualité des services éducatifs. On fait ainsi l'hypothèse que cette augmentation permettrait d'attirer des enseignants plus qualifiés; elle serait par ailleurs consentie en échange de mesures diverses positives pour le système pouvant concerner i) l'allocation des personnels, en général, dans les zones géographiques difficiles, en particulier ; ii) le contrôle de la présence effective des maîtres en classe ; iii) une plus grande responsabilité des enseignants sur la base des résultats des élèves qui leur sont confiés, etc.

Pour les pays où le niveau moyen de salaire est initialement supérieur à la valeur cible, la simulation suppose un double régime, dans lequel les anciens enseignants conserveraient leur niveau de salaire, alors que les nouveaux recrutés recevraient un salaire correspondant à 3,5 fois le PIB

par habitant du pays (ce salaire serait augmenté au cours du temps tant avec l'inflation qu'avec les évolutions du PIB par tête du pays). Dans les pays africains qui sont dans ces circonstances, il est estimé que le salaire actuel, supérieur au taux d'équilibre sur le marché du travail, conduit à la fois à laisser des diplômés sans emploi (qui serait prêts à travailler avec un niveau de rémunération correspondant à 3,5 fois le PIB par habitant, comme le démontre l'offre excédentaire d'individus ayant les qualifications scolaires requises lors des recrutements) et des enfants sans scolarisation en raison de l'incapacité financière de l'Etat de recruter suffisamment d'enseignants au taux de salaire initial.

Au cours du temps, l'application de la nouvelle politique de recrutement aurait comme conséquence que la part des enseignants payés sur l'ancienne grille salariale diminuerait progressivement, si bien, qu'en 2015, la grande majorité des enseignants dans ces pays seraient payés sur la nouvelle grille; une conséquence jointe est que le salaire moyen global du corps enseignant convergerait vers le niveau de 3,5 fois le PIB par tête (sans forcément atteindre cette valeur en 2015). Dans ces pays, le mouvement vers le niveau cible de rémunération correspondrait à une mesure d'efficacité dans la production des services.¹³

Examinons maintenant *le rapport élèves-maîtres*. Comme pour le niveau de salaire des enseignants, l'intervalle de variation du taux d'encadrement entre les 33 pays africains est étonnamment large, de 24 à 79 élèves par maître avec une valeur moyenne de 47,8. Parmi les pays à faible revenu les plus performants vis-à-vis de l'EPT, la valeur moyenne est de 38,5 pour les pays africains et de 41,1 pour les pays du monde. La simulation suppose que la valeur cible à atteindre en 2015 serait de 40 élèves par maître en moyenne, une valeur arrondie de ce qui est observé dans les pays à faible revenu les plus performants. Contrairement au niveau de salaire des enseignants, la simulation traite de façon symétrique le cas des pays qui sont, en 2000, en dessous comme au-dessus de la valeur cible. Les conditions initiales vont par contre influencer comment nous interprétons le mouvement vers la cible en 2015 : dans les pays où la valeur initiale est supérieure à 40 élèves par enseignant, la mesure sera interprétée comme améliorant la qualité du service offert ; alors que dans

les pays où la valeur initiale est inférieure à 40 élèves par enseignant, la mesure sera vue comme améliorant l'efficacité (car elle implique une baisse des coûts unitaires). Au total, cette mesure ne devrait pas poser de problèmes compliqués pour sa mise en œuvre progressive d'ici 2015.

Finalement, nous examinons les dépenses courantes autres que celles pour la rémunération des enseignants. Bien que la précision dans la mesure de cette variable soit probablement moins bonne que pour les autres variables considérées dans la simulation, il ne fait pas de doute que la variabilité inter-pays est également forte sur ce plan. L'intervalle de variation va de 4 à 45 % des dépenses courantes totales avec une moyenne de 24 % dans l'échantillon des 33 pays africains. La moyenne dans les pays les plus performants vis-à-vis de l'EPT en Afrique n'est que de 17 %, alors qu'elle est de 26 % dans les pays les plus performants à l'échelle du monde. Comme le tableau 5.2 l'indique, les simulations sont fondées sur une valeur cible de 33 % pour l'année 2015. Le chiffre cible choisi est donc sensiblement plus élevé que ce qui est observé en 2000 dans le contexte africain.

Deux raisons justifient que, sur ce point particulier, on choisisse un chiffre qui s'écarte de ce qui est observé parmi les pays performants (notamment ceux d'Afrique sub-saharienne). La première est liée au fait qu'on observe dans la plupart des pays africains des déficiences dans la disponibilité des biens et services hors salaires des enseignants, sachant qu'on observe aussi par ailleurs que ces biens et services sont souvent partiellement acquis par les familles. Le souci de mettre en place un système qui soit à la fois effectivement gratuit et de bonne qualité constitue donc une première raison pour fixer un chiffre plus élevé que ce qui est en moyenne observé en 2000. La seconde raison est qu'il n'y a actuellement, dans les pays africains en particulier, que très peu d'activités pour stimuler la demande des jeunes qui sont dans des situations difficiles; c'est notamment dans ces populations que se recrutent ceux qui sont couramment exclus de l'école. Or l'idée de l'EPT est que tous les enfants soient effectivement scolarisés jusqu'à la fin du cycle primaire. Il sera donc nécessaire de mettre en place des activités de ce type et donc être capable d'en assurer le financement. La valeur cible de la part des dépenses courantes hors salaires des enseignants, se devait

donc d'être généreuse pour réaliser ces objectives; sans être toutefois excessive pour rester financièrement tenable. Le chiffre de 33 % a ainsi été choisi, sachant que le choix de cette valeur est évidemment un peu arbitraire.

De façon comparable aux autres paramètres de l'exercice de simulation, l'interprétation du mouvement entre la situation initiale et la situation cible (33 % pour les dépenses courantes hors salaires des maîtres en 2015) dépend de la valeur initiale de ce paramètre. Si l'allocation courante est supérieure à la valeur cible, le mouvement sera interprété comme une mesure d'efficacité (puisque cela reviendra souvent à réduire les dépenses excessives d'administration sans affecter négativement la qualité des services offerts au niveau de la classe), alors que si la valeur courante est inférieure à cette même valeur cible, le mouvement sera assimilé à une mesure favorisant la qualité des services offerts.

Coûts de construction et d'équipement des salles de classe

Les coûts en capital pour atteindre l'EPT en 2015 dépendent de trois variables : (a) l'évolution des effectifs scolarisés dans les écoles publiques ; (b) le rapport élèves-classes (qui est supposé être le même que le rapport élèves-maîtres dans la mesure où on suppose qu'un maître est responsable d'un groupe-classe) ; et (c) le coût pour construire et équiper une salle de classe. Les deux premières variables du calcul sont déjà disponibles compte tenu du travail effectué lors des étapes précédentes; elles peuvent être directement utilisées pour calculer les besoins annuels en salles de classes pour scolariser l'évolution des effectifs nécessaires pour atteindre les objectifs de l'EPT en 2015. Les coûts unitaires de construction sont en général plus élevés en Afrique que dans les autres pays à faible revenu du monde, mais on observe aussi une très large variété du coût entre pays, avec un éventail allant de moins de 4 000 dollars des Etats-Unis par salle de classe, si celle-ci est construite par les communautés à 17 000 \$ (ou davantage) si elle est construite par l'aide internationale avec des matériaux importés. Dans la mesure où les écoles construites par les communautés mobilisent des ressources dont le coût monétaire n'est pas comptabilisé (travail et une partie des matériaux), il est

probable que le chiffre de 4 000 \$US est inférieur au coût réel. Par ailleurs, ces écoles demandent souvent davantage d'entretien et se révèlent en général moins durables. Pour les simulations, nous avons utilisé un coût de référence de 8000 \$US par salle de classe. Ce chiffre est certes un peu arbitraire; cela dit, c'est un chiffre qu'on peut sans doute défendre comme une référence raisonnable, en ce sens qu'il est suffisamment généreux sans être excessif au point d'éliminer du paysage les communautés comme agent pertinent pour réaliser des constructions scolaires.

Les ressources nationales mobilisées pour l'enseignement primaire

Les données de base sont présentées dans le tableau 5.3. Considérons d'abord les dépenses publiques courantes pour le primaire exprimées en proportion du PIB. En 1999/2000, la valeur de cette variable s'échelonnait entre 0,6 et 3,2 % du PIB parmi les 33 pays africains; la moyenne était de 1,4 % pour l'échantillon global des 33 pays et, respectivement, de 1,9 et 1,8 % pour celui des pays performants vis-à-vis de l'EPT africains et du monde. La grande variation entre les pays sur cet indicateur trouve sa source dans les différences i) dans le volume des ressources publiques collectées, ii) dans la priorité accordée globalement à l'éducation dans les arbitrages budgétaires et iii) au sein de l'éducation dans la priorité accordée au primaire.¹⁴

Comme l'indique le tableau 5.3, les recettes fiscales et parafiscales représentent (en ne tenant pas compte de l'Angola, de l'Eritrée, du Lesotho et du Nigeria, pays dont les circonstances sont particulières) entre 8 et 26 % du PIB. La moyenne correspondante est de 15,4 %, alors qu'elle se situe à 18,8 % pour les pays performants vis-à-vis de l'EPT en Afrique sub-saharienne et 20,7 % dans le monde. Dans les simulations, nous utilisons, pour cet indicateur, une valeur cible en 2015 qui dépend du niveau de revenu de chaque pays :

- 14 % pour les pays dont le PIB par tête est inférieur à 300 \$US en 2000 ;
- 16 % pour les pays dont le PIB par tête est compris entre 300 et 600 \$US en 2000 ; et
- 18 % pour les pays dont le PIB par tête est supérieur à 600 \$US en 2000.

Tableau 5.3 :
Intervalles de variation, moyennes et valeurs cibles des variables affectant la mobilisation des ressources publiques nationales pour l'enseignement primaire, circa 1999/2000

Variables utilisées dans la simulation	Intervalle de variation dans les pays d'Afrique	Moyenne de l'échantillon		
		33 pays d'Afrique	Pays performants vis-à-vis de l' EPT ^{c/}	
			Afrique	Monde
Recettes du Gouvernement (dons exclus) en % du PIB ^{a/}	8 – 26	15,4	18,8	20,7
Dépenses publiques courantes d'éducation en % des recettes publiques ^{b/}	4 – 33	17,8	19,3	18,5
Dépenses publiques courantes pour le primaire en % des dépenses publiques courantes d'éducation	35 – 66	49,0	44,4	44,1
Dépenses publiques courantes pour le primaire en % du PIB	0,6 – 3,2	1,4	1,9	1,8

a/ L'intervalle de variation et la moyenne ne prennent pas en compte les données de l'Eritrée, du Lesotho, du Nigeria ni de l'Angola dans lesquels la part des recettes du publiques dans le PIB est exceptionnellement grande, allant de 36 à 56 %; la moyenne des pays performants africains exclut le Lesotho et le Nigeria pour les mêmes raisons..

b/ Les recettes nettes de dons sont au dénominateur. Dans le contexte africain, le montant est proche des dépenses publiques nettes du service de la dette.

c/ Les pays africains performants vis-à-vis de l'EPT sont les 7 pays identifiés dans le Groupe 1 en Annexe Figure A2.1 (Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Nigeria, Ouganda et Zambie). Ces pays ont à la fois un Taux d'achèvement du Primaire et un Taux Brut de Scolarisation du Primaire, élevés. Dans l'échantillon du monde, les pays performants sont Bangladesh, Bolivie, Gambie, Inde, Indonésie, Lesotho, Ouganda, Vietnam, Zambie et Zimbabwe.

Source: Diverse sources citées dans le texte et le tableau A2.1 pour les données sur les pays individuels.

La justification pour moduler ce taux selon le niveau de revenu est la reconnaissance que, d'une façon générale, les pays pauvres ont une base fiscale très réduite et qui tend à augmenter au fur et à mesure du développement. La variation entre 14 et 18 % est cohérente avec la structure observée en moyenne dans le monde.

Dans certains pays, les recettes de l'Etat dépassent, en 2000, le niveau de référence cible fixé ci-dessus (c'est le cas notamment de l'Angola, du Congo, de l'Eritrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie). Nous avons alors fait une simulation complémentaire dans laquelle, pour ces pays, il y aurait maintien de la valeur observée en 2000 (les cibles indiquées ci dessus restant valides pour tous les autres pays).

Si l'on s'intéresse maintenant à la *part des ressources publiques affectée à l'éducation*, le tableau 5.3 montre qu'elle s'inscrit entre 4 et 33 % parmi les 33 pays africains, avec une valeur moyenne de 17,8 %. Parmi les pays africains performants vis-à-vis de l'EPT, l'intervalle de variation est de 12 à 28 %, avec une moyenne de 19,3 %. Parmi les pays performants du monde, la moyenne est de 18,5 %. En choisissant une valeur cible pour l'année 2015,

une considération importante a été que, si les demandes du secteur sont certes légitimes et si une place affirmée doit leur être donnée, elles doivent s'inscrire dans un contexte où elles sont soutenables dans le temps et où il existe aussi d'autres demandes budgétaires légitimes des autres fonctions collectives. Sur cette base et en fonction des niveaux d'allocation observés dans les différents pays en 2000, deux options possibles pour la part de l'éducation dans les recettes publiques en 2015 ont été retenues:

- Le niveau actuel d'allocation persiste jusqu'en 2015 si l'indicateur est compris entre 20 et 26 % en 2000 ; autrement, elle est progressivement portée à 20 % en 2015 si elle est actuellement inférieure à cette valeur, ou bien est progressivement ramenée à 26 % si la valeur courante dépasse ce niveau ; ou
- Un taux uniforme de 20 % est appliqué comme cible pour 2015 dans tous les pays.

Une implication évidente de la première hypothèse est que plus un pays accorde une priorité budgétaire forte à son système d'éducation et de formation, plus le besoin additionnel de finance-

Tableau 5.4 :

Valeur cible des paramètres de simulation affectant le volume des ressources publiques nationales mobilisées pour l'enseignement primaire

Variables utilisées dans la simulation	Cible pour 2015 dans 3 scénarios alternatifs		
	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Recettes de l'Etat en % du PIB	14-18		14-18 à moins que la valeur courante excède les cibles, situation dans laquelle le taux actuel est maintenu
Dépense publiques d'éducation en % des recettes de l'Etat	20-26	20	20
Dépenses pour le primaire en % des dépenses publiques courantes d'éducation	50		

Note: Les cellules grisées indiquent que la cible pour 2015 sont les même que dans le scénario 1.

Source: Voir discussion dans le texte.

ment extérieur sera faible, mais aussi plus, par conséquent, le pays est pénalisé pour ce qui est de l'aide extérieure qu'il est susceptible de recevoir pour réaliser les objectifs de l'EPT en 2015. La seconde option, par contre, utilise un taux standard pour tous les pays; elle est donc exempte de ce qui apparaissait comme un biais pervers contre les pays qui font initialement des efforts pour la mobilisation de ressources publiques pour l'éducation (première option). Ces éléments devront être gardés en mémoire au moment de l'interprétation des résultats numériques des simulations, présentés plus avant.

La dernière variable de simulation dans cette partie des calculs est la *part de l'enseignement primaire dans les dépenses publiques courantes pour le secteur*. Comme les données rassemblées dans le tableau 5.3 le montrent, l'intervalle de variation de ce paramètre est large entre les différents pays africains, entre 35 et 66 %. La valeur moyenne pour la région est de 49,0%, alors qu'elle est de 44,4 % pour l'échantillon réduit aux pays les plus performants vis-à-vis de l'EPT, et de 44,1 % pour l'échantillon des pays les plus performants vis-à-vis de l'EPT à l'échelle du monde. Tous les pays africains performants pour l'EPT ont un cycle primaire de 6 années (ou davantage mais les données ont été calibrées pour un cycle de 6 années), alors que dans l'échantillon des pays performants dans le monde, 3 pays ont un cycle primaire qui ne compte que 5 années d'études (Bangladesh, Inde et Vietnam). Pour ces pays, un équivalent pour 6

années est que les ressources pour le primaire soient majorées de 20 %. Après avoir fait cet ajustement, la valeur moyenne de la part du primaire dans l'échantillon mondial des pays à faible revenu les plus performants vis-à-vis de l'EPT est de 46,3 %.

Dans le contexte d'un exercice visant à simuler les besoins extérieurs de financement pour l'EPT, il est tentant de viser à ce que les pays fassent, eux-mêmes, un grand effort dans l'allocation des ressources sectorielles pour le primaire. Cependant, ne pas accorder aux autres niveaux une part raisonnable serait contre-productif : un système d'éducation ne se limite pas au primaire, et les niveaux post primaires sont également importants pour le développement du pays (ainsi que pour la possibilité même de recruter des enseignants pour le primaire). Par ailleurs, le fait qu'un nombre accru de jeunes termine un enseignement primaire de bonne qualité ne peut qu'augmenter les pressions pour l'accès au secondaire. Dans les simulations, nous avons choisi 50 % comme valeur cible en 2015 pour la part du primaire dans les dépenses courantes du secteur, une valeur cohérente avec les observations empiriques citées ci-dessus. Cette valeur est utilisée dans les simulations pour chacun des pays étudiés.

A titre de résumé, le tableau 5.4 donne les valeurs cibles retenues pour les variables affectant la mobilisation des ressources publiques pour l'enseignement primaire dans la perspective de l'atteinte des objectifs de l'EPT en 2015.

Notes

- 13 Il en serait ainsi dans de nombreux pays africains où les salaires sont élevés en termes relatifs (notamment les pays francophones et en particulier ceux du Sahel), et où le nombre de candidats, au niveau de salaire actuel, tend à excéder le nombre de postes ouverts, souvent par une grande marge. Des candidats qualifiés seraient disponibles pour les remplir, même à un niveau de salaire correspondant à 3,5 fois le PIB par tête, indiquant que des économies pourraient être réalisées sans impact négatif sur la qualité du service offert. Au contraire, cette diminution de rémunération libérerait des ressources pour recruter davantage d'enseignant permettant de réduire le nombre des classes surchargées et/ou d'augmenter la couverture du système, tout en produisant des externalités positives en réduisant le chômage des diplômés dans le pays.
- 14 Comme indiqué en annexe 3, le modèle de simulation prend en considération le taux de croissance du PIB. Cependant, dans la mesure où le salaire des enseignants (qui représente la dépense courante principale) est exprimé en multiple du PIB par tête, la valeur particulière du taux de croissance de l'économie n'a qu'un impact limité sur les résultats des simulations. Dans les simulations effectuées, un taux de croissance net annuel de 5 % a été utilisé pour tous les pays.

6

Les résultats obtenus dans les simulations

La question est alors de déterminer quelle est la valeur des besoins financiers des 33 pays africains considérés pour atteindre les objectifs de l'EPT en 2015 qui ne seraient pas couverts par les ressources mobilisées nationalement. Bien que de nombreux scénarios puissent être envisagés, nous nous concentrerons sur 6 d'entre eux. La présentation des résultats sera la suivante : nous commençons par définir ces 6 scénarios ; ensuite, nous présentons les résultats détaillés pour un pays, le Niger, à titre d'exemple des résultats obtenus pour chacun des pays (ils sont présentés en annexe 5) ; enfin, nous donnons un résumé des résultats obtenus pour le besoin de financement extérieur pour permettre aux 33 pays africains d'atteindre les objectifs de l'EPT en 2015.

Les différents scénarios

L'objectif est, qu'en 2015, tous les enfants aient accès à l'école et achèvent au moins 5 ou 6 années de scolarité primaire de bonne qualité. Le coût associé à l'atteinte de l'objectif est simulé selon six scénarios, comme indiqué dans le tableau 6.1 : (a) sans changement de politiques tant dans la production des services éducatifs que dans la mobilisation des ressources publiques (scénario de *statu quo*) ; (b) avec des politiques nouvelles, mais seulement celles concernant l'amélioration de la qualité des services offerts (scénario A) ; (c) avec des mesures améliorant à la fois la qualité et l'efficacité dans la production des services (scénario A+B), correspondant à ce que nous appellerons le scénario de « bonnes pratiques » ; et (d) avec

les « bonnes pratiques » combinée avec 3 hypothèses alternatives de mobilisation des ressources publiques nationales (scénarios A + B, combiné avec C1, C2 ou C3).

Rappelons que quatre variables servent à décrire la production des services éducatifs au niveau primaire : (a) le rapport élèves-maîtres ; (b) la part des dépenses autres que le salaire des enseignants dans les dépenses courantes ; (c) le niveau moyen de rémunération des enseignants ; et (d) la proportion des redoublants dans les effectifs scolarisés. Les simulations utilisent des valeurs cibles homogènes dans les 33 pays africains en 2015 pour ces variables ; cette approche est justifiée i) sur le plan général, pour des raisons de transparence et de traitement équitable des différents pays et ii) sur le plan technique parce que ces valeurs cibles correspondent à une organisation scolaire qui est à la fois est convenable pour les pédagogues et proche de ce qui est observé dans les pays à faible revenu qui sont les plus performants en regard de l'objectif de l'EPT.¹⁵ Ainsi, le mouvement vers les valeurs cibles peut être décrit comme correspondant à des gains en matière de qualité et d'efficacité des services éducatifs offerts. Dans le tableau 6.1, ces variables sont groupées sous les intitulées de qualité et d'efficacité. En ce qui concerne le salaire des enseignants, le mouvement vers les valeurs cibles est interprété dans la rubrique qualité ou efficacité selon que le salaire initial est au-dessous ou au-dessus de la valeur cible.

En ce qui concerne les paramètres touchant à la mobilisation des ressources publiques nationales, 4 variables jouent là aussi un rôle : (a) les

Tableau 6.1 :
Hypothèses des six scénarios alternatifs de simulation du coût de l'EPT en 2015

Scénario	Valeurs cibles des variables clés intervenant dans les simulations							
	A. Mesures pour la qualité		B. Mesures d'efficacité		C. mesures concernant le financement			
	Rapport élèves-maîtres	% des dépenses courantes pour les dépenses hors salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants en unités de PIB/tête ^{b/}	% de redoublants dans les effectifs	Recettes de l'Etat		Part du primaire dans les dépenses courantes publiques d'éducation (%)	% des élèves dans le privé
					En % du PIB	% pour l'éducation		
Statu quo								
A seulement	40	33,3						
A + B	40	33,3	3,5	10				
A + B + C1	40	33,3	3,5	10	14–18	20–26	50	10
A + B + C2						20		
A + B + C3 ^{a/}					14–18 à moins que le % courant excède la valeur cible ; dans ce cas, maintien de la valeur actuelle	20		

Note: Une cellule grisée indique que la variable reste à sa valeur initiale de 1999/2000 ; une cellule blanche indique que la variable a la même valeur que celle dans le scénario A + B + C1.

a/ Les résultats de ce scénario sont les mêmes que ceux du scénario e A + B + C2 dans tous les pays sauf pour l'Angola, la République du Congo, l'Eritrée, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, la Mauritanie, le Nigeria, le Sénégal et la Zambie où les recettes du gouvernement en % du PIB excèdent les valeurs cibles.

Source: Les Auteurs.

recettes de l'Etat en proportion du PIB ; (b) la part de ces recettes affectée au secteur de l'éducation ; (c) la part de l'enseignement primaire dans les dépenses publiques d'éducation; et (d) la part des effectifs scolarisés dans des établissements privés non subventionnés (ou en effectifs équivalents s'il existe une subvention publique à ces établissements). Trois jeux d'hypothèses sont considérés, mais nous pensons que le scénario A + B + C2 est celui qui correspond le mieux aux attentes de la communauté internationale pour ce qui est du plan « crédible » pour l'EPT en 2015—pays qui établissent des priorités raisonnables pour mobiliser leurs ressources propres au bénéfice de l'enseignement primaire, et qui assurent que les services offerts seront de bonne qualité, ciblés sur les apprentissage et produits de façon efficiente. Par ailleurs, comme cela a été souligné précédemment, ce scénario (en dépit du fait qu'il est un peu plus coûteux pour la communauté internationale) est

celui qui évite de pénaliser les pays qui allouent de façon courante une forte proportion de leurs ressources à l'enseignement primaire.

Analyse des résultats obtenus à partir de l'exemple du Niger

Le résultat des six simulations pour les 33 pays africains sont présentés dans l'annexe 5. Examinons à titre d'exemple, le cas du Niger. Les résultats sont donnés dans le tableau 6.2. La première ligne du tableau donne les valeurs initiales des variables clés de la simulation. Concernant la qualité et l'efficacité des services offerts, les données sont : le rapport élèves-maîtres moyen de 36,5 ; 4 % des élèves dans l'enseignement privé ; 25,9 % des dépenses courantes vont au financement de facteurs autres que la rémunération des enseignants ; le salaire moyen des enseignants dans le secteur public correspond à 9,6 fois le PIB par tête du pays,

Tableau 6.2 :
Niger ; besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios

Scénario de politique		A. Mesures pour la qualité		B. Mesures d'efficacité		C. Mesures sur le financement				
		Rapport élèves-maîtres	Dépenses autres que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes pour l'éducation	% des élèves dans le privé	Besoin moyen annuel de financement, 2001-2015 ^{d/}
						En % du PIB	% pour l'éducation			
Statut quo		37	25,9	9,6	13,0	9,1	31,5	62,0	4,0	135
A seulement		37	33,3	9,6						146
A + B		40	33,3	4,2	10,0					52
«Bonne pratique» A + B +	C1	40	33,3	4,3	10,0	14,0	26,0	50,0	10,0	46
	C2						20,0			53
	C3						20,0			53

Note : Les cellules grisées dénotent que les paramètres de simulation restent inchangés par rapport au *statut quo* ; les cellules blanches indiquent que les valeurs sont les mêmes que celles du scénario C1. A l'exception de l'Angola, de l'Eritrée, du Lesotho et du Nigeria, les hypothèses pour les scénarios C2 et C3 sont les mêmes ; les deux résultats sont présentés pour maintenir un format homogène pour tous les pays dans l'annexe 5.

a/ en pourcentage des dépenses publiques courantes pour l'enseignement primaire.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ en pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ en millions de dollars US de 2000; il s'agit de l'écart entre le coût total des services (sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

Source : Les Auteurs.

et les redoublants représentent 13 % des effectifs scolarisés. En ce qui concerne les variables caractérisant la mobilisation des ressources publiques, les données pertinentes sont : les recettes de l'Etat représentent 9,1 % du PIB; 31,5 % de ces recettes sont affectés à l'éducation. Parmi ces ressources, 62 % sont destinées au niveau primaire. Dans la situation présente, environ 4 % des effectifs scolarisés dans le primaire le sont dans un établissement privé non subventionné.

Comme le montrent les informations du tableau 6.2, le maintien des politiques décrites ci-dessus entraînerait pour le Niger, un besoin annuel moyen de financement extérieur de 135 millions \$US pour atteindre les objectifs de l'EPT en 2015. Si le pays s'engageait dans des politiques pour améliorer la qualité des services offerts (en particulier en augmentant le volume des dépenses courantes hors rémunération des enseignants pour que ces dépenses atteignent la cible de 33 % des dépenses courantes totales du primaire), sans prendre aucune autre mesure, le besoin de financement extérieur s'élèverait alors à 146 millions \$US par an en

moyenne d'ici 2015. Le Niger pourrait ensuite combiner ces mesures sur la qualité avec celles qui amélioreraient l'efficacité dans la production des services offerts; cette amélioration de l'efficacité serait conduite selon trois axes : (a) en amenant la valeur moyenne du rapport élèves-maîtres au chiffre cible de 40 en 2015 ; (b) en recrutant les enseignants nouveaux à un salaire représentant en moyenne 3,5 fois le PIB par tête du pays (en conservant la rémunération des enseignants antérieurement recrutés à leur niveau actuel) ; et (c) en réduisant la proportion des redoublants pour qu'elle s'établisse seulement à 10 % des effectifs en 2015. Le besoin de financement extérieur annuel moyen sur la période baisserait sensiblement pour se situer à 52 millions \$US.

Quel serait alors le besoin de financement extérieur, si, outre la mise en œuvre de ces "bonnes pratiques" en matière de production des services éducatifs, le pays introduisait des changements dans la mobilisation des ressources publiques pour son enseignement primaire? Dans le scénario (A+ B+ C1), les dispositions financières sont les suivant-

tes : (a) les recettes de l'Etat (hors dons) augmentent progressivement pour représenter 14 % du PIB en 2015 ; (b) la part des recettes publiques affectées à l'éducation baisse pour atteindre 26 % (la valeur haute de la fourchette cible choisie) ; (c) la part des dépenses publiques courantes pour l'éducation allouée à l'enseignement primaire baisse progressivement pour atteindre le chiffre de 50 % en 2015 ; et (d) la part des élèves du primaire scolarisés dans le public atteint 10 % en 2015. Dans ces conditions, le besoin moyen annuel de financement extérieur du pays pour atteindre les objectifs de l'EPT en 2015 s'établirait à 46 millions US\$. Le scénario (A + B + C2) montre quel serait l'impact, pour le Niger, si la part des recettes publiques pour l'éducation était fixée au taux standard de 20 %. En supposant que tous les autres paramètres resteraient semblables à ceux du scénario (A+ B + C1), le besoin de financement extérieur augmenterait de 7 millions de US\$ pour atteindre le chiffre moyen annuel de 53 million. Comme cela a été souligné précédemment, le troisième scénario de simulation (A+B+C3), n'est pertinent que pour les pays dont les recettes publiques sont supérieures aux chiffres cibles (compte tenu du niveau de PIB par tête du pays). Comme le Niger n'est pas dans ce cas de figure, le scénario (A+B+C3) est le même que le scénario (A+B+C2). Bien que le chiffre du scénario (A+B+C3) soit ici redondant, il a toutefois été conservé dans le tableau comme une ligne séparée de sorte à maintenir un format homogène pour la présentation des résultats des 33 pays africains reprise en annexe 5.

Composition du besoin de financement extérieur entre dépenses de fonctionnement en capital

Le tableau 6.3 présente des détails complémentaires des résultats de simulation pour le Niger dans des cas de « bonnes pratiques » pour la production des services éducatifs, combinée avec les scénarios alternatifs quant à la mobilisation des ressources publiques pour l'enseignement primaire. Comme précédemment, les résultats des scénarios C2 et C3 sont identiques dans le cas du Niger. Le premier bloc dans le tableau correspond au montant cumulé sur les quinze années de la période

considérée dans l'exercice de simulation. Selon le scénario (A+B+C1), le pays mobilise un montant budgétaire cumulé de 796 millions de dollars des Etats-Unis, à peine plus de la moitié de la dépense cumulée de 1 481 millions \$US estimée nécessaire pour atteindre les objectifs de l'EPT en 2015. Les ressources publiques nationales sont estimées ne couvrir que 73,8 % des dépenses courantes qui devraient être engagées pour atteindre l'objectif fixé ; le financement extérieur devrait donc couvrir la différence de 282 millions \$US (de l'année 2000), et dans ce contexte, financer aussi l'intégralité des 403 millions de dollars US correspondant aux dépenses en capital. Le montant cumulé de financement extérieur nécessaire serait alors de 685 millions \$US sur la période de 15 ans. Avec l'effort moindre pour la mobilisation des ressources publiques représenté dans le scénario (A+B+C2), le besoin de financement extérieur est environ 16 % plus élevé pour atteindre 797 millions \$US au lieu des 685 millions dans le scénario (A+B+C1).

Les estimations des coûts moyens annualisés sont présentées dans le second bloc du tableau 6.3. Dans le scénario (A+B+C2), le Niger mobilise annuellement en moyenne 53 millions \$US de ressources publiques nationales pour le financement de son enseignement primaire ; ce chiffre doit être mis en regard avec celui de 99 millions \$US (constitué de 72 millions \$US pour les dépenses courantes et de 27 millions \$US pour les dépenses en capital) nécessaires pour atteindre les objectifs de l'EPT en 2015. Les besoins de financement extérieurs s'établissent à 46 millions de dollars US en moyenne annuelle sur la période, ces 46 millions se répartissant entre 19 millions pour les dépenses courantes et 27 millions pour les dépenses en capital. Selon le second scénario, le besoin de financement extérieur est respectivement de 26 et 27 millions \$US pour les dépenses courantes et en capital, soit un total annuel de 53 millions sur la période. Au Niger, les coûts associés à l'épidémie de SIDA sont estimés à 3 millions \$US en moyenne annuelle. Ainsi, l'inclusion de cette dernière composante conduit à fixer le besoin de financement extérieur à 49 millions \$US par an dans le scénario (A+B+C1) et à 56 millions dans le scénario (A+B+C2).

Tableau 6.3 :

Niger ; estimation du coût de l'EPT en 2015 et origine des financements dans un contexte de «bonnes pratiques» pour la production des services éducatifs (millions de dollars US de 2000)

Catégorie de dépenses, période & scénario de simulation A+B+(C1, C2 or C3) a/		Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement						
						Ressources nationales			Financement extérieur			
			Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	796	1 078	403	1 481	796	0	796	282	403	685
		C2	684	1 078	403	1 481	684	0	684	394	403	797
		C3										
	Annuel	C1	53	72	27	99	53	0	53	19	27	46
		C2	46	72	27	99	46	0	46	26	27	53
		C3										
Coûts pour le SIDA	Annuel	C1		3		3	0		0	3		3
		C2										
		C3										
Ensemble	Annuel	C1		74	27	101	53	0	53	22	27	49
		C2		74	27	101	46	0	46	29	27	56
		C3										

Note: Les cellules grisées sont sans objet. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir le tableau 6.2, ci-avant, où les mesures sont détaillées sous trois rubriques —la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources publiques nationales pour l'enseignement primaire. Les scénarios C1, C2, et C3 correspondent à ceux indiqués dans la partie base du tableau 6.2.

a/ (A+B) fait référence aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » pour la production des services éducatifs. C1, C2 et C3 correspondent aux hypothèses alternatives concernant la mobilisation des ressources publiques nationales. A l'exception de l'Angola, de la République du Congo, de l'Eritrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal, et la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

Source: Simulations des Auteurs.

Le besoin agrégé de financement extérieur de l'Afrique pour atteindre les objectifs de l'EPT

En appliquant aux données des 32 autres pays africains la même procédure que celle présentée pour le Niger, nous obtenons les résultats pour chacun d'entre eux présentés dans l'annexe 5. Ici, nous proposons les estimations financières agrégées pour les 33 pays, ainsi que la composition du besoin de financement extérieur en distinguant dépenses courantes et dépenses en capital. Ces estimations sont fondées sur le résumé détaillé donné dans les tableaux A2.2 et A2.3, en annexe.

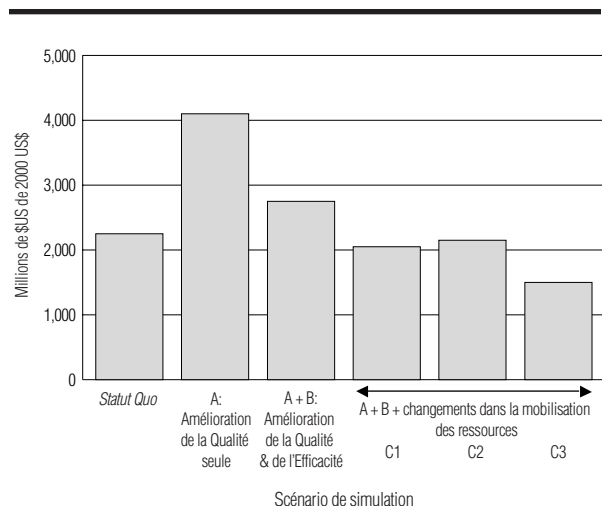
Le besoin agrégé de financement extérieur selon 6 scénarios

Les résultats apparaissent dans la figure 6.1, qui montre la valeur moyenne annuelle du besoin de financement extérieur entre 2000 et 2015. Dans le

scénario de *statut quo*, il faudrait un total de financement extérieur de 2,3 milliards de dollars US par an pour permettre aux 33 pays d'atteindre les objectifs de l'EPT en 2015. En même temps que les pays vont étendre la couverture de leur enseignement primaire, ils vont aussi mettre en place les mesures qui vont permettre d'améliorer la qualité des services éducatifs offerts, en particulier i) en abaissant le rapport élèves-maîtres à 40 (si celui-ci était initialement supérieur à cette valeur), ii) en allouant au moins un tiers des dépenses courantes du primaire pour des dépenses autres que la rémunération des enseignants, et iii) en portant le salaire des enseignants à un niveau représentant 3,5 fois le PIB par tête du pays (si la valeur initiale est inférieure à ce niveau cible). Dans ces conditions, le besoin de financement extérieur se monterait alors à 4,1 milliards de dollars par an, un accroissement de 80 % par rapport au scénario de *statu quo*.

Dans le troisième scénario de simulation, dans lequel les mesures pour la qualité de l'éducation sont combinées avec celles promouvant l'efficacité dans la production du service,—en particulier en réduisant la fréquence des redoublements (si elle est initialement trop forte) et en abaissant vers 3,5

Figure 6.1 :
Besoin moyen annuel de financement extérieur pour atteindre les objectifs de l'EPT en 2015 dans les 33 pays africains dans plusieurs scénarios, 2001–15



Source: Simulations des Auteurs.

fois le PIB par tête le niveau de salaire des enseignants (si le niveau initial excède cette valeur)—le besoin annuel de financement extérieur tombe alors à 2,6 milliards \$US. Ces résultats montrent que les trois-quarts du coût de l'amélioration de la qualité peuvent de fait être financés par des mesures d'amélioration de l'efficacité dans la production du service.

Dans les trois autres scénarios, les mesures de qualité et d'efficacité sont combinées avec des hypothèses alternative en matière de mobilisation des ressources nationales. Les besoins de financement externe dans les scénarios (A+B+ C1) et (A+B+C2) sont très comparables, environ 2,0 et 2,1 milliards \$US respectivement par an. Dans le scénario (A+B+C3), le besoin de financement tombe à 1,6 milliards par an entre 2001 et 2015, un effet du maintien dans 10 pays de la pression fiscale à des niveaux plus élevés que les cibles utilisées dans

les deux autres scénarios. Comme cela a été souligné avant, nous reconnaissons que les scénarios C1 et C2 sont probablement davantage soutenables dans la moyenne période, et que C2 est plus équitable en termes de distribution de l'aide entre les différents pays.

Composition du besoin de financement extérieur - dépenses de fonctionnement et en capital

Le tableau 6.4 résume les résultats obtenus pour les 33 pays de la région Afrique. Il propose aussi des estimations similaires pour 14 pays à faible revenu hors-Afrique qui, comme les 33 pays d'Afrique, ne sont pas encore parvenus à la scolarisation primaire universelle en 2000.

Les simulations supposent l'adoption des politiques de « bonnes pratiques » pour la production des services éducatifs combinées aux trois options alternatives (C1, C2 ou C3) en matière de mobilisation des ressources nationales. Comme indiqué précédemment, les mesures pour améliorer la qualité des services offerts et l'efficacité dans leur production sont ciblées vers les mêmes valeur de référence utilisées dans les calculs pour tous les pays en 2015.

Considérons d'abord le montant du besoin de financement extérieur pour la production des services éducatifs nécessaires pour l'atteinte des objectifs de l'EPT en 2015. De façon globale pour la région, le besoin moyen annuel estimé se situe dans une fourchette comprise entre 1 153 et 1 482 millions \$US par an (soit un écart de 29 % entre ces deux chiffres). Si ce volume de financement extérieur était mobilisé, il représenterait entre 18 et 28 % du coût total de production des services éducatifs impliqués par l'objectif de l'EPT en 2015 dans les 33 pays africains. Le volume estimé des ressources extérieures nécessaires pour les pays africains est entre 3,8 et 4,5 fois plus élevé que celui pour les 14 pays non-africains à faible revenu à faible revenu qui n'ont pas encore atteint les objectifs de l'EPT. La taille respective des estimations dans les différentes régions indique sans ambiguïté que le financement extérieur mobilisé pour la réalisation de l'objectif de l'EPT en 2015, devra être fortement ciblé vers les pays du continent africain.

Le second élément fort qui ressort des données du tableau 6.4 est que le financement extérieur

Tableau 6.4 :
Besoin moyen annuel de financement extérieur pour atteindre les objectifs de l'EPT en 2015 en Afrique sub-saharienne et dans le reste du monde, 2001–2015
(millions de dollars US de l'année 2000)

Composante du coût & Scenario de « bonne pratique » A+B +		Afrique sub-saharienne (33 pays)			Reste du Monde (14 pays)
		Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Total	Total
Production des services Educatifs	C1	749	733	1 482	339
	C2	865	728	1 594	354
	C3	568	585	1 153	300
Coûts associés au SIDA	C1	556	0	556	—
	C2	559	0	559	—
	C3	432	0	432	—
Ensemble	C1	1 304	733	2 037	—
	C2	1 424	728	2 152	—
	C3	1 000	585	1 585	—

Source: voir le texte et les tableaux de l'annexe 5.

sera nécessaire pour financer dans des proportions à peu près égales des dépenses courantes et des dépenses en capital. Ce résultat soulève des questions importantes quant aux mécanismes par lesquels les fonds de l'aide pourront être mis à disposition des pays bénéficiaires. De façon notable, l'aide a souvent pris la forme de projets ciblés vers le financement de dépenses en capital. Dans ce cadre, des efforts substantiels ont été faits pour s'assurer que les fonds étaient bien dépensés selon des procédures appropriées pour les objectifs des projets. Si l'aide devait étendre son action pour financer des dépenses courantes à l'échelle impliquée par les résultats des simulations, une question d'évidence est de déterminer dans quelle mesure les arrangements existants continueraient à être pertinents pour assurer que les ressources seront utilisées de manière adéquate. Il sera sans doute plus important que jamais de mettre en place, de façon jointe entre les pays et la communauté des agences d'aide, des dispositifs de suivi concernant i) les objectifs de l'EPT en matière de couverture, notamment les taux d'accès et de survie dans l'enseignement primaire, ii) la mise en œuvre des réformes pour améliorer la qualité du contexte d'enseignement et les résultats d'apprentissage des élèves, et iii) l'adoption des mesures permettant d'améliorer l'efficacité dans la production des services éducatifs.

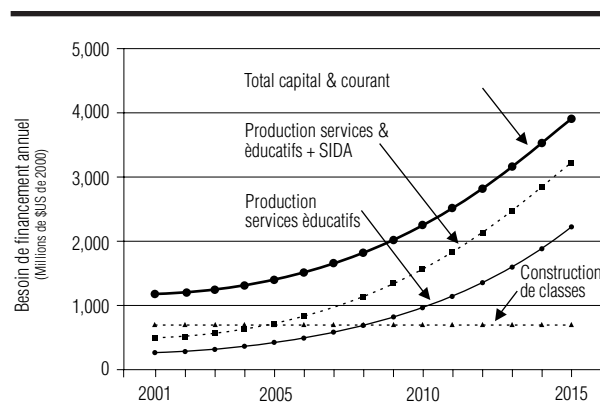
Enfin, le tableau 6.4 indique l'ampleur des besoins de financement extérieur pour répondre aux défis posés par l'épidémie du SIDA à la scolarisation primaire. On se rappellera toutefois que, dans le contexte de cet exercice, on s'est limité à la prise en compte de deux éléments pour les coûts associés à l'épidémie du SIDA : (a) les coûts à engager pour compenser l'accroissement de l'absentéisme dans la population des enseignants touchés par la maladie ; et (b) les subventions nécessaires pour rendre possible la scolarisation, quotidienne et sur la durée de la scolarité primaire, du nombre croissant des orphelins du fait de la prévalence de la maladie dans de nombreux pays africains. Les simulations suggèrent un besoin additionnel annuel de financement extérieur compris entre 433 et 557 millions de dollars des Etats-Unis de l'année 2000 pour couvrir les éléments du coût du SIDA considérés ici. Estimé à un montant financier compris entre 65 et 76 % du besoin de financement extérieur pour les dépenses courantes associées à la production des services éducatifs, le coût spécifique pour le SIDA est évidemment tout à fait substantiel. L'agrégation des deux types de besoin (production des services éducatifs et coûts associés au SIDA) porte le besoin global de financement extérieur à un chiffre qui est compris entre 1 580 et 2 032 millions \$US par an pour les 33 pays de la région Afrique.

Evolution temporelle du besoin de financement extérieur entre 2001 et 2015

Jusqu'à ce point dans ce texte, les résultats présentés ont concerné la valeur moyenne du besoin de financement extérieur sur l'ensemble de la période de 15 années. De façon claire, il est anticipé que le besoin de financement soit plus réduit dans les premières années que dans les années plus lointaines. Il en est ainsi parce que les effectifs scolarisés dans le primaire vont croissants au fur et à mesure que les pays s'approchent des objectifs de l'EPT. La figure 6.2, ci-après, visualise l'évolution du besoin de financement extérieur au cours de la période.

Le besoin de financement pour les dépenses en capital étant variable d'année en année, il a apparu préférable de prendre en compte la valeur moyenne sur la période, environ 720 millions de dollars US de l'année 2000 entre 2001 et 2015. Concernant, le besoin de financement pour les dépenses courantes, qu'il s'agisse de la production des services éducatifs ou des coûts associés au SIDA, le montant augmente de façon continue sur la période.¹⁶ Au total, le volume des dépenses courantes passe de 529 millions de dollars en 2001 à 3 154 millions de dollars en 2015. Une caractéristique de l'évolution temporelle des besoins de financement extérieur est que le montant nécessaire pour les dépenses courantes excède celui des dépenses en capital à partir de l'année 2005. C'est donc de façon rapide qu'il conviendra d'identifier les arrangements pertinents pour transférer les ressources de l'aide pour permettre aux pays à faible revenu d'atteindre les objectifs de l'EPT.

Figure 6.2 :
Evolution du besoin de financement extérieur pour atteindre les objectifs de l'EPT en Afrique dans ses différentes composantes, 2001-2015



Source: Les Auteurs

Notes

- 15 Rappelons, sur la base de la figure 3.1, que le mouvement vers l'EPT en 2015 des pays des Groupes 2 et 3 les amènera à être dans la position où on trouve aujourd'hui les pays du Groupe 1. Ainsi, il apparaît raisonnable de penser que les arrangements qui ont permis à ces pays d'atteindre ou d'approcher l'EPT, peuvent servir de référence indicative pour les autres pays.
- 16 On se rappellera, sur la base de la figure 6.1, que le coût des activités visant à améliorer la qualité des services éducatifs peut, pour une partie substantielle, être financé par les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans la production de ces services. Il s'ensuit que l'évolution du besoin de financement extérieur au cours du temps est essentiellement déterminée par l'évolution des effectifs scolarisés impliqués par les objectifs de l'EPT.

7

Conclusion

L'Education Pour Tous en 2015 est l'un des huit Objectifs Internationaux de Développement explicitement définis par la communauté internationale pour contribuer à mettre en action sa vision du développement, qui s'exprime en termes de résultats sociaux tangibles pour les populations et non seulement en termes de moyens. Il faut par ailleurs souligner que l'objectif de l'EPT occupe une place particulière au sein des 8 OID en ce sens qu'il constitue à la fois un objectif autonome et un objectif instrumental pour la réalisation des autres OID. Pour sa part, la Banque Mondiale s'est clairement engagée à ce qu'aucun pays qui aurait un plan crédible pour atteindre les objectifs de l'EPT ne voit ses efforts contrariés par manque de financement extérieur. Dans ce texte, nous avons proposé des estimations du montant de financement extérieur qui serait nécessaire pour aider les 33 pays africains à faible revenu à atteindre les objectifs de l'EPT en 2015. Au total, le besoin de financement extérieur se situe dans la fourchette comprise entre 1,6 et 2,1 milliards de dollars par an, somme comprenant ce qui serait nécessaire pour couvrir les coûts associés à l'impact du SIDA sur l'enseignement primaire.

L'estimation financière a été conduite sur la base de simulations faites pays par pays. Celles-ci prennent en compte les tendances démographiques de chacun d'entre eux ainsi que les arrangements en matière de production des services éducatifs comme de mobilisation des ressources publiques pour l'enseignement primaire, tant en ce qui concerne les conditions initiales dans chaque pays que les valeurs cibles de référence des paramètres

correspondants. La philosophie sous-jacente à cette approche est que, si la disponibilité des ressources constitue bien une limitation pour l'atteinte des objectifs de l'EPT dans de nombreux pays africains, les politiques inadéquates jouent aussi un rôle. Ainsi, si on veut construire un argumentaire crédible susceptible de persuader les pays donateurs d'augmenter l'aide pour l'enseignement primaire, il est important pour les pays bénéficiaires de démontrer qu'ils mobilisent effectivement un volume raisonnable de leurs ressources et que les fonds accordés par les pays donateurs permettront de catalyser les progrès dans le fonctionnement des systèmes vers l'EPT et ne seront pas gaspillés dans des systèmes inefficients.

Les simulations génèrent donc des estimations de coûts qui reflètent la nature d'un partenariat serein entre les pays du nord et les pays du sud pour offrir à tous les enfants la chance d'avoir 6 années (5 dans certains pays, comme expliqué dans le corps du texte) d'une scolarité primaire de qualité raisonnable. Dans la mesure où plus de la moitié du besoin de financement extérieur concernerait des dépenses courantes, et non des dépenses en capital, il est important que les pays donateurs reconnaissent les limitations des mécanismes traditionnels (dont les projets classiques) par lesquels les fonds sont concédés aux pays bénéficiaires. Dans les années récentes, la Banque Mondiale a introduit de nouveaux instruments (dont les crédits pour la réduction de la pauvreté) qui correspondent à du support budgétaire direct aux pays; ces crédits ciblent directement l'atteinte d'objectifs sociaux spécifiques et peuvent,

par conséquent, être ciblés sur les objectifs de l'EPT. De façon claire, de tels instruments pourraient jouer un rôle croissant pour contribuer au financement des dépenses courantes à l'échelle identifiée dans cet exercice. Cela dit, il est aussi probable que le financement souhaitable devra, au moins pour certains pays, contenir une proportion de dons et il faudra donc examiner comment prêts et dons peuvent être articulés.

Pour leur part, les pays bénéficiaires de l'aide ciblée vers la réalisation des objectifs de l'EPT en 2015, devront implicitement accepter une plus grande participation de la communauté internationale pour assurer que les ressources mobilisées pour cet objet le seront pour la production de services orientés vers les apprentissage des élèves et organisés de manière efficiente. Le ciblage des résultats obtenus devra être la référence pour structurer le partenariat entre pays donateurs et bénéficiaires, et les deux parties devront évidemment déployer les efforts nécessaires pour suivre la mise en œuvre tant des politiques éducatives identifiées comme nécessaires pour l'atteinte des objectifs de l'EPT en 2015 que les résultats effectivement obtenus chez les enfants.

Il convient enfin de souligner que l'exercice de simulation présenté dans ce document a déterminé le besoin de financement extérieur pour permettre aux pays concernés d'atteindre les objectifs de l'EPT en 2015. Les questions de mise en œuvre n'ont pas été abordées. Elles concernent certes d'abord les mécanismes institutionnels pour assurer les trans-

ferts financiers vers les pays bénéficiaires. Elles concernent aussi, et surtout, le fait que si les ressources sont évidemment importantes dans la perspective d'atteindre les objectifs de l'EPT, les questions de mise en œuvre seront redoutables, et cela sans doute dans trois perspectives complémentaires : i) d'abord dans la capacité effective des pays d'utiliser les ressources rendues disponibles (on sait que cette capacité est parfois faible) ; ii) ensuite dans la capacité des pays à adopter les différentes mesures tant dans le domaine de la mobilisation des ressources nationales que dans celui des politiques éducatives à mettre en œuvre pour améliorer l'efficacité dans la production des services éducatifs offerts ; iii) enfin dans la capacité de gestion des pays qu'ils s'agissent de la gestion financière, de celle du personnel ou de la gestion pédagogique (transformation des moyens en apprentissages des élèves au niveau local) ; sur ces différents aspects de gestion, la performance des pays africains est souvent faible, alors que les défis gestionnaires auxquels les pays seront confrontés seront souvent d'un ordre de grandeur sensiblement accru par référence à ceux auxquels ils ont été jusqu'à présent confrontés. Il sera sans doute important que la communauté internationale reconnaisse ces points, et sache accompagner les pays dans la mise en œuvre adéquate de l'initiative si on veut que les ressources mobilisées soient utilisées de manière efficiente et que les objectifs de l'EPT, ici envisagés dans la dimension de leur besoins financiers, soient effectivement atteints.

Annexe 1 :

Comparaison avec les autres estimations du coût de l'EPT

La valeur la plus élevée de l'estimation du besoin annuel de financement externe faite dans ce rapport est de 2,1 milliards dollars (au prix de 2000 ou de 1,8 milliards de dollars au prix de 1995). Cependant, elle reste inférieure aux autres estimations faites par ailleurs, qui varient de 7 à 15 milliards de dollars, et à la fourchette de 10-15 milliards de dollars (aux prix de 1995) estimé par Devarajan, Miller et Swanson (2002). Une raison de cette différence est que notre estimation concerne seulement 33 pays d'Afrique alors que celle de Devarajan, Miller et Swanson concerne

171 pays dans le monde (ceux dont le PIB/Tête est inférieur à 10 000 \$ en 1995), dont 48 pays d'Afrique subsaharienne. Une question est alors de savoir dans quelle mesure une divergence subsisterait si on se limitait à l'analyse du même groupe de pays d'Afrique sub-saharienne.

Une partie de la réponse à cette question se trouve dans le tableau A1 ci-après. Il propose les résultats des différentes estimations, toutes aux prix de 1995, pour les pays d'Afrique Subsaharienne et pour le reste du monde. Pour l'ensemble des pays, les estimations varient de 8,6 à 27,6 milliards de

Tableau A1.1 :
Estimations alternatives du coût de l'EPT en 2015 en Afrique Subsaharienne et dans le monde (milliards de \$US de 1995, sauf indication spécifique)

Groupe de pays	Nombre de pays	Hypothèses alternatives pour le niveau de dépenses par enfant non-scolarisé				
		Coût unitaire unique pour tous les pays	Valeur médiane pour des régions spécifiques	Valeur médiane pour les pays avec les « meilleures » et les « pires » institutions ^{b/}	Valeur spécifique de chaque pays	13 % du PIB par tête
Pays d'Afrique subsaharienne ^{a/} (hypothèse du coût unitaire par enfant)	48	4,94 (110,60\$)	2,63 (58,80\$)	—	2,15 (48,20\$)	1,27 (28,50\$)
Autres pays	123	6,46	5,97	—	8,25	26,33
Total	171	11,4	8,6	14,9	10,4	27,6

— non disponible.

a/ La valeur totale estimée est obtenue par le produit des dépenses unitaires et de l'estimation du chiffre de 44,6 millions d'enfants non-scolarisés dans la région.
b/ D'un côté, les pays avec les « meilleures » institutions sont ceux dont l'indice du « World Bank's Country Policy and Institutional Assessment » (CPIA) est supérieur à la valeur médiane (moyenne entre 1995 et 1999); les pays avec les « pires » institutions sont ceux dont l'indice est inférieur à la valeur médiane. Comme les pays africains sont répartis dans les 2 groupes, il n'est pas possible de faire une estimation unique pour la région d'après ce scénario.

Source: Devarajan, Shantanayan, Margaret J. Miller et Eric V. Swanson (2002) « Goals for Development: History, Prospects and Costs », World Bank Policy Research Working Paper No. 2819 (Mars), complète par Filmer, Deon (2002) « Costing the goal of universal primary enrollments by 2015: Back of the (big) envelope calculations », mimeo.

dollars par an¹; pour les pays d'Afrique Subsaharienne, la fourchette est comprise entre 1,27 et 4,94 milliards dollars par an.

A première vue, l'estimation la moins élevée, qui est basée sur des dépenses «pays par pays» de 48,2 \$ en moyenne par enfant, est comparable à l'estimation de 2,1 milliards de dollars par an (équivalent aux 1,8 milliards aux prix de 1995) du scénario A+B+C2 qui a notre préférence (où les hypothèses de simulation entraînent une dépense moyenne par enfant de 40,6\$). Bien que le coût unitaire par enfant et l'estimation globale apparaissent comparable, il est important de noter que l'estimation de Devarajan, Miller et Swanson se réfère au coût total cumulé pour la réalisation de l'EPT en 2015, alors que notre estimation se réfère au besoin de financement externe, puisque les pays eux-mêmes sont supposés mobiliser 4 milliards de dollars par an de ressources nationales (ou environ 5,3 milliards au prix de 1995). Une autre raison, pour expliquer la faiblesse de l'estimation de Devarajan, Miller et Swanson, est que les auteurs se sont basés sur les données transversale de population, c'est à dire sans tenir compte des évolutions démographiques d'ici 2015. Ceci implique une sous-estimation du coût, même si l'effet est en partie atténué par l'hypothèse d'un passage immédiat à 100 % du taux d'inscription.

L'estimation annuelle la plus haute de l'estimation de Devarajan et alii, 4,94 milliards de dollars, se rapproche de notre estimation de 5,3 milliards annuels. Il faut toutefois souligné qu'elle est basée sur un niveau de dépense par enfant de 110,6 dollar par enfant, valeur qui est certainement beaucoup trop élevé pour les pays d'Afrique subsaharienne dont la valeur moyenne du PIB par tête est de 413 dollars. De plus, la somme considérée comme le coût total pour réaliser l'EPT ne nous donne aucune indication sur le volume de financement externe nécessaire pour aider les pays dans la réalisation de cet objectif.

Que peut-on tirer de cette pléthore d'estimations du coût de l'EPT pour 2015 ? La plupart d'entre

elles relie de façon simple un coût unitaire par enfant à une population non-scolarisée pour calculer le coût de l'EPT. Si la méthode a l'évident mérite de la simplicité, elle oublie un élément essentiel, à savoir la distinction entre le coût total de l'EPT et le besoin en financement externe pour permettre aux pays à faible revenu de réaliser l'objectif. De plus, l'approche par les coûts unitaires fait abstraction de l'évolution de la population et de l'accroissement des effectifs scolarisés. Enfin, dans la mesure où l'approche par les coûts unitaires ne reflète pas le lien entre la production des services éducatifs et les politiques éducatives qui les affectent (politique salariale enseignante, rapport élèves-maîtres et pourcentage des dépenses autres que le salaire des maîtres), les calculs sont par nature d'un intérêt limité pour mener un dialogue politique. Par conséquent, même si la campagne de mobilisation des bailleurs de fonds pour réaliser la scolarisation primaire universelle en 2015 est en cours sur la base des précédentes estimations de 10-15 milliards de dollars US par an, il est important de rappeler que pour les 33 pays d'Afrique de notre étude, les 2,1 milliards de dollars (prix de 2000) par année sur les quinze prochaines années, prennent en compte le besoin de financement externe que les pays doivent rechercher pour réaliser cet objectif.

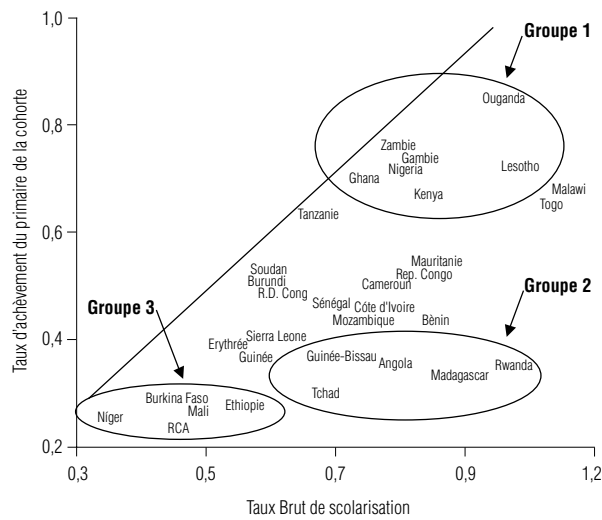
Notes

- 1 Le document de Filmer, dont s'inspire celui de Devarajan, Miller et Swanson, propose également une estimation annuel de 30 milliards de dollars sur la base de l'hypothèse selon laquelle les pays dépenseraient en moyenne 13 % de leur PIB par tête par enfant scolarisé; et un chiffre annuel de 32 milliards de dollars sur la base d'une analyse économétrique mettant en relation les dépenses et les taux nets de scolarisation. Ces 2 chiffres nous paraissent trop élevés pour être convaincants; nous les avons donc éliminés dans le cadre de cette discussion.

Annexe 2 :

Figures et tableaux supplémentaires

Figure A2.1 :
Taux d'Achèvement du primaire et Taux Brut de scolarisation dans les pays d'Afrique, circa 1999



Source: Les Auteurs

Tableau A2.1 :
Sélection d'indicateurs pour l'enseignement primaire, pays d'Afrique à faible revenu et autres régions, circa 1999

Pays	Année de base	TBS Primaire (5 ou 6 années) (%)	Taux d'achèvement (%)	Ress. publiques (hors dons) en % PIB	Dépenses publiques courantes d'éducation	
					En % des ressources publiques, hors dons	% du PIB
Angola	2000	79,2	29	55,7	4,3	2,4
Bangladesh*	2000	112,2	70	12,8	9,6	3,0
Bénin	1998	86,4	39	15,3	16,5	2,5
Bolivie	2000	113	77	21,2	25	6,3
Burkina Faso	1998	45,2	25	14,7	17,1	2,5
Burundi	1998	59,7	43	17,4	20,4	3,6
Cambodge	2000	134	61	11,5	15,0	1,7
Cameroun	1999	82	43	15,5	10,8	1,7
RCA	2000	45,3	19	9,6	12,5	1,2
Tchad	2000	71,2	19	8,0	20,9	1,7
R.D. Congo	2000	60,2	40	10,6	3,2	0,3
Rep. Congo	2000	84,2	44	26,7	8,6	2,3
Côte d'Ivoire	1999	77,3	40	16,5	21,5	3,5
Erythrée*	1999	52,9	35	34,6	8,0	2,8
Ethiopie	1999	54,6	24	17,8	15,0	2,7
Gambie	2000	87,7	70	18,5	16,6	3,1
Ghana	1999	79	64	21,8	17,6	3,8
Guinée	2000	62,2	34	11,1	18,1	2,0
Guinée-Bissau	2000	69,7	31	19,6	9,8	1,9
Haiti	1997	112		9,3	17,0	2,0
Honduras	2000	105,4	67	18,1	18,0	3,4
India*	1999	100,6	76	21,2	17,4	2,8
Indonésie	2000	106,3	91	18,4	8,9	2,3
Kenya	1999	91,3	58	24,2	26,2	6,3
Lesotho	2000	102,7	77	35,9	22,2	8,0
Madagascar*	1998	89,5	26	10,6	18,8	2,0
Malawi	1999	117	50	18,1	19,8	3,6
Mali	1998	48,9	23	16,8	13,7	2,3
Mauritanie	1998	88,4	46	26,5	13,7	3,6
Mongolia	1999	91,5	82	29,2	20,7	7,4
Mozambique*	1998	78,5	36	11,3	18,1	2,0
Népal*	1998	113,3	57	10,4	11,1	2,6
Nicaragua	2000	100,8	65	30,2	17,4	6,5
Niger	1998	31,2	20	9,1	31,5	2,9
Nigeria	2000	85,1	67	46,1	9,9	4,6
Pakistan*	2000	67,1	59	16,7	8,3	1,8
Rwanda	2000	101,1	33	9,8	32,6	3,2
Sénégal	2000	69,5	41	18,1	18,6	3,4
Sierra Leone	2000	63,9	37	11,4	30,4	3,5
Soudan	2000	61,1	35	11,1	16,2	1,8
Tanzanie	1999	66,4	59	10,9	16,4	1,8
Togo	1999	115	63	14,9	25,6	3,8
Ouganda	2000	102	82	10,8	30,1	3,2
Vietnam*	1998	109,5	90	22,3	14,7	3,8
Yemen	1998	74		33,5	13,0	5,1
Zambia	1998	84,9	80	18,8	12,3	2,3
Zimbabwe	1997	112	103	27,4	28,3	7,1
Moyenne ^{a/}	Ensemble pays	83,9	51,8	19,1	17,1	3,24
	Afrique	76,6	45,1	19,0	17,8	3,04
	Monde « perf. »	103,1	81,6	20,7	18,5	4,2
	Afrique « perf. »	90,4	71,1	25,2	19,3	4,5

– Non disponible

* pays où l'enseignement primaire a une durée de 5 ans.

a/ Monde et Afrique « perf. » Se rapportent aux pays performants vis-à-vis de l'EPT, qui ont un taux d'achèvement et un taux brut de scolarisation élevés ; les pays sont listés dans le tableau 5.1.

Source: Diverse sources citées dans le texte.

Tableau A 2.1 : (suite)

Dépenses publiques courantes pour l'éducation primaire		Dép. pub. courantes par élève en % du PIB/tête	Salaire enseignant en unité de PIB/tête	% dépenses courantes autres que salaire enseignant	Ratio élève-maître	% d'élèves	
En % des dép. courantes d'éducation	En % du PIB					Dans les écoles privées	Redoublants
41,6	1,0	7,8	1,5	19,0	24,4	6,0	25
41,6	1,2	9,4	5,3	–	70,3	–	30
62,6	1,6	11,6	4,6	26,4	54,0	10,8	25
34,4	2,2	11,7	2,6	–	25,4	–	3
64,0	1,6	23,6	8,0	30,7	48,9	10,8	17,7
35,5	1,3	12,4	5,3	22,1	55,1	0	27,5
51,0	0,9	3,6	1,7	–	53,3	–	16,6
66,3	1,1	9,5	3,4	32,5	64,6	19,0	25,9
52,4	0,6	8,7	4,9	28,5	78,9	3,3	32,8
65,5	1,1	10,1	4,8	34,2	72,0	8,8	24,6
65,1	0,2	2,4	0,9	10,3	42,2	10,0	15
36,6	0,8	7	3,4	20,3	61,0	15,2	31,1
49,0	1,7	16	5,7	22,5	46,0	11,6	24,7
53,6	1,5	22,2	7,7	29,6	49,2	10,1	19,4
46,2	1,2	14	6,8	20,5	61,3	5,0	12,8
51,7	1,6	13,2	3,7	24,9	37,0	8,5	10,6
37,2	1,4	12,7	3,6	17,7	34,1	18,0	5
37,2	0,8	8,4	2,7	34,7	48,9	16,1	23,3
35,0	0,7	6,7	1,6	34,3	37,4	8,5	27,1
38,7	0,8	16,2	6,8	–	46,3	–	17
29,7	1,0	7,9	2,1	–	31,7	–	8
32,1	0,9	10,2	3,4	–	43,0	–	6,7
59,3	1,4	10,3	1,6	–	19,9	–	5,9
44,2	2,8	17,6	5,3	4,2	31,4	2,2	14,2
40,2	3,2	20,8	6,6	29,9	45,3	0	18,3
54,7	1,1	10,8	3,3	42,4	53,7	22,0	33
49,2	1,8	8,8	4,0	14,0	52,8	2,0	14,7
42,1	1,0	14,3	6,1	31,1	61,0	21,2	17,9
49,0	1,8	13,1	5,1	18,2	48,0	1,8	16
33,6	2,5	15,1	3,9	–	30,7	–	0,9
46,4	1,0	7,9	3,2	26,1	54,4	0,0	23,7
53,2	1,4	7,1	2,3	–	35,9	–	29,9
48,7	3,2	13,4	1,8	–	35,9	–	12
62,0	1,8	35,5	9,6	25,9	36,5	4,0	13
41,0	1,9	13,8	4,9	9,1	39,0	1,0	1
51,8	0,9	13,1	2,5	–	26,7	–	3,9
44,7	1,4	9,1	4,0	8,6	52,0	0,8	36,1
43,9	1,5	14,2	4,9	36,6	54,7	10,7	13,6
51,3	1,8	16,4	4,3	33,1	39,6	0	9,3
50,5	0,9	10,3	2,2	22,5	27,5	0	1,2
63,0	1,1	10	3,6	11,2	40,0	0	3,2
48,3	1,8	13,2	4,5	25,2	45,5	35,6	27
53,2	1,7	9,8	2,9	26,2	40,9	2,0	9,8
38,7	1,5	7,1	1,2	–	30,4	–	3,5
43,8	2,2	34,7	6,0	–	21,0	–	7,0
43,2	1,0	6,9	2,7	21,7	50,0	1,6	6,2
46,1	3,3	19,4	6,1	25,0	39,0	11,0	2
47,4	1,47	12,7	4,11	24,1	44,6	8,2	16,0
49,2	1,44	12,9	4,5	24,1	47,6	8,2	17,7
44,1	1,8	11,9	3,6	25,5	40,1	4,6	9,6
44,4	1,9	13,5	4,2	19,1	39,7	4,8	9,3

– Non disponible

Tableau A2.2 :
Simulations du volume moyen de ressources nationales mobilisées pour l'éducation primaire et besoin de financement pour atteindre l'EPT en 2015 pour 33 pays d'Afrique (millions de \$US de 2000 par an)

Pays	Scénario A+B+C1					Scénario A+B+C2	
	Ressources nationales mobilisées	Besoin de financement externe				Ressources nationales mobilisées	Besoin de financement externe
		Education courant	Relatif au SIDA	Capital	Total		Education courant
Nigeria	1 275	92	113	122	328	1 275	92
Ethiopie	141	53	58	133	243	141	58
Rep. Dem. Congo	54	43	34	103	180	54	43
Soudan	205	85	3	20	107	205	85
Kenya	368	61	38	0	100	316	113
Tanzanie	164	52	43	28	123	164	52
Ghana	100	7	12	14	21	100	7
Mozambique	80	23	17	14	54	80	23
Cameroun	175	27	21	28	76	175	27
Côte d'Ivoire	321	26	30	16	72	307	40
Madagascar	58	12	0	21	33	58	12
Ouganda	168	27	47	14	88	146	49
Angola	253	36	5	5	46	253	36
Niger	53	19	3	27	46	46	26
Burkina Faso	51	25	22	23	71	51	25
Mali	45	23	4	28	51	45	23
Sénégal	103	33	3	19	55	103	33
Zambie	41	16	29	9	54	41	16
Tchad	29	10	5	19	34	28	11
Malawi	33	9	20	9	39	33	9
Rwanda	45	5	14	11	30	39	11
Guinée	53	23	2	12	38	53	23
Burundi	13	5	10	11	26	12	6
Bénin	52	11	1	10	21	52	11
Togo	35	0	8	7	15	31	5
Sierra Leone	17	2	4	6	11	15	—
Erythrée	13	3	1	6	11	13	3
Lesotho	38	6	3	1	7	36	8
R.C.A.	15	3	4	7	14	15	3
Rep. du Congo	70	3	3	6	11	70	3
Mauritanie	23	4	0	3	8	23	4
Guinée-Bissau	4	2	0	1	4	4	2
Gambie	9	2	1	1	4	9	2
Total	4 104	749	556	733	2 037	3 993	865

– Non disponible

Note: Voir tableau 6.1 et le texte relatif à l'explication des hypothèses des trois scénarios de simulation.

Source: Simulations par les auteurs.

Tableau A2.2 : (suite)

Scénario A+B+C2			Simulation scenario A+B+C3				
Besoin de financement externe			Ressources nationales mobilisées	Besoin de financement externe			
Relatif au SIDA	Capital	Total		Education courant	Relatif au SIDA	Capital	Total
113	122	328	2 131	0	0	0	0
60	128	245	164	30	58	133	220
34	103	180	54	43	34	103	180
3	20	105	205	85	3	20	105
38	0	152	397	32	38	0	70
43	28	123	164	52	43	28	123
12	14	33	113	0	12	8	20
17	14	54	80	23	17	14	54
21	28	76	175	27	21	28	76
30	16	86	307	40	30	16	86
0	21	33	58	12	0	21	33
47	14	110	146	49	47	14	110
5	5	46	479	0	0	0	0
3	27	56	46	26	3	27	56
22	23	71	52	23	22	23	69
4	28	55	51	17	4	28	49
3	19	55	111	26	3	19	44
29	9	54	50	8	29	9	45
5	19	30	28	11	5	19	30
20	9	39	38	4	20	9	33
14	11	36	39	11	14	11	36
2	12	38	53	23	2	12	38
10	11	26	14	4	10	11	24
2	10	22	52	11	1	10	21
8	7	20	32	3	8	7	19
4	6	10	15	4	4	6	14
1	6	11	22	0	1	1	2
3	1	12	51	0	0	0	0
4	7	14	15	3	4	7	14
3	6	11	89	0	0	0	0
0	3	8	31	0	0	0	0
0	1	4	5	1	0	1	3
1	1	4	11	0	1	1	2
559	728	2 152	5 278	568	432	585	1 585

Tableau A2.3 :
Objectif EPT 2015, récapitulatif des coûts et des besoins annuels de financement extérieur pour 33 pays d'Afrique
selon différents scénarios, 2001–2015 (millions de \$US de 2000)

Coût de l'EPT, ressources nationales & besoin de financement externe		Années et résultats des différents scénarios ^{a/}						
		2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Statut Quo								
Coût de l'EPT 2015	Prod. services éducatifs	2 609,6	2 816,3	3 040,0	3 278,1	3 536,5	3 812,5	4 107,2
	Relatif au SIDA	270,0	302,8	338,1	374,8	415,9	459,7	506,4
	Investissement et capital	764,4	764,4	764,4	764,4	764,4	764,4	764,4
	Total	3 644,0	3 883,5	4 142,5	4 417,2	4 716,8	5 036,7	5 377,9
Ressources nationales mobilisées		2 521,7	2 649,1	2 782,9	2 923,5	3 071,2	3 226,4	3 389,4
Besoin de financement externe		1 122,2	1 234,4	1 359,6	1 493,7	1 645,6	1 810,3	1 988,6
Mesures d'amélioration de la qualité uniquement (scénario A)								
Coût de l'EPT 2015	Prod. services éducatifs	2 963,7	3 267,9	3 603,5	3 968,3	4 371,0	4 810,2	5 289,3
	Relatif au SIDA	269,8	302,8	338,2	375,1	416,4	460,5	507,4
	Investissement et capital	958,5	958,5	958,5	958,5	958,5	958,5	958,5
	Total	4 192,0	4 529,1	4 900,1	5 301,9	5 745,8	6 229,1	6 755,1
Ressources nationales mobilisées		2 521,7	2 649,1	2 782,9	2 923,5	3 071,2	3 226,4	3 389,4
Besoin de financement externe		1 670,2	1 880,0	2 117,2	2 378,4	2 674,6	3 002,8	3 365,7
Mesures d'amélioration de la qualité et de l'efficacité (scénario A & B)								
Coût de l'EPT 2015	Prod. services éducatifs	2 865,1	3 075,1	3 303,2	3 545,8	3 813,2	4 100,9	4 410,6
	Relatif au SIDA	268,2	299,8	333,5	367,3	406,0	447,0	490,3
	Investissement et capital	790,3	790,3	790,3	790,3	790,3	790,3	790,3
	Total	3 923,6	4 165,2	4 426,9	4 703,4	5 009,5	5 338,2	5 691,2
Ressources nationales mobilisées		2 521,8	2 649,1	2 783,0	2 923,5	3 071,2	3 226,4	3 389,5
Besoin de financement externe		1 401,8	1 516,0	1 643,9	1 779,9	1 938,2	2 111,7	2 301,8
Mesures d'amélioration de la qualité et de l'efficacité avec modifications dans la mobilisation des ressources nationales (scénario A + B + C1)								
Coût de l'EPT 2015	Prod. services éducatifs	2 844,7	3 042,5	3 259,2	3 492,0	3 747,7	4 022,2	4 317,1
	Relatif au SIDA	266,0	295,2	327,3	361,6	400,6	442,0	485,9
	Investissement et capital	729,8	729,8	729,8	729,8	729,8	729,8	729,8
	Total	3 840,5	4 067,6	4 316,3	4 583,3	4 878,1	5 194,0	5 532,8
Ressources nationales mobilisées		2 602,7	2 801,7	3 007,0	3 218,0	3 433,9	3 654,1	3 877,5
Besoin de financement externe		1 237,8	1 265,9	1 309,3	1 365,4	1 444,1	1 539,9	1 655,3
Mesures d'amélioration de la qualité et de l'efficacité avec modifications dans la mobilisation des ressources nationales (scénario A + B + C2)								
Coût de l'EPT 2015	Prod. services éducatifs	2 848,6	3 051,1	3 270,9	3 503,0	3 757,8	4 031,3	4 324,7
	Relatif au SIDA	268,1	299,6	333,2	367,2	405,8	446,7	490,0
	Investissement et capital	725,3	725,3	725,3	725,3	725,3	725,3	725,3
	Total	3 842,0	4 076,0	4 329,4	4 595,4	4 888,9	5 203,3	5 540,0
Ressources nationales mobilisées		2 588,0	2 777,6	2 972,6	3 172,4	3 376,2	3 583,1	3 792,2
Ressources nationales mobilisées		1 254,0	1 298,4	1 356,8	1 423,1	1 512,7	1 620,1	1 747,8

a/ Voir texte du tableau 6.1 pour les détails des hypothèses de simulations correspondantes à A, B, C1 et C2.

Source: Simulations par les auteurs.

Tableau A2.3 : (suite)**Objectif EPT 2015, récapitulatif des coûts et des besoins annuels de financement extérieur pour 33 pays d'Afrique selon différents scénarios, 2001-2015 (millions of \$US de 2000)**

Années et résultats des différents scénarios ^{a/}								
2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Moyenne
Statut Quo								
4 421 ,6	4 757 ,1	5 114 ,9	5 458 ,1	5 822 ,8	6 210 ,1	6 621 ,4	7 058 ,2	4 577 ,6
555 ,9	608 ,5	664 ,3	718 ,1	774 ,6	834 ,0	896 ,3	961 ,7	578 ,7
764 ,4	764 ,4	764 ,4	764 ,4	764 ,4	764 ,4	764 ,4	764 ,4	764 ,4
5 742 ,0	6 130 ,1	6 543 ,7	6 940 ,7	7 361 ,8	7 808 ,4	8 282 ,1	8 784 ,3	5 920 ,8
3 560 ,7	3 740 ,6	3 929 ,7	4 128 ,3	4 337 ,0	4 556 ,3	4 786 ,7	5 028 ,7	3 642 ,2
2 181 ,3	2 389 ,4	2 614 ,0	2 812 ,3	3 024 ,8	3 252 ,1	3 495 ,4	3 755 ,5	2 278 ,6
Mesures d'amélioration de la qualité uniquement (scénario A)								
5 811,8	6 381,8	7 003,4	7 626,4	8 303,4	9 039,2	9 839,4	10 710,0	6 199,3
557,2	610,2	666,3	720,3	777,1	836,7	899,4	965,1	580,2
958,5	958,5	958,5	958,5	958,5	958,5	958,5	958,5	958,5
7 327,5	7 950,4	8 628,1	9 305,2	10 038,9	10 834,4	11 697,2	12 633,5	7 737,9
3 560,7	3 740,6	3 929,7	4 128,3	4 337,0	4 556,3	4 786,7	5 028,7	3 642,2
3 766,9	4 209,8	4 698,4	5 176,8	5 701,9	6 278,1	6 910,5	7 604,8	4 095,7
Mesures d'amélioration de la qualité et de l'efficacité (scénario A & B)								
4 744,1	5 103,2	5 490,1	5 898,2	6 339,1	6 816,0	7 332,1	7 891,2	4 981,9
536,1	584,4	635,3	686,7	740,6	797,3	856,9	919,4	557,9
790,3	790,3	790,3	790,3	790,3	790,3	790,3	790,3	790,3
6 070,5	6 477,9	6 915,7	7 375,1	7 870,0	8 403,6	8 979,3	9 600,8	6 330,1
3 560,8	3 740,7	3 929,8	4 128,5	4 337,2	4 556,5	4 786,9	5 029,0	3 642,3
2 509,7	2 737,2	2 985,9	3 246,6	3 532,8	3 847,1	4 192,4	4 571,8	2 687,8
Mesures d'amélioration de la qualité et de l'efficacité avec modifications dans la mobilisation des ressources nationales (scénario A + B + C1)								
4 633,8	4 974,3	5 340,3	5 722,9	6 135,6	6 581,0	7 062,3	7 582,6	4 850,5
532,3	581,4	633,2	684,4	738,2	794,8	854,3	916,7	554,3
729,8	729,8	729,8	729,8	729,8	729,8	729,8	729,8	729,8
5 896,0	6 285,5	6 703,3	7 137,1	7 603,6	8 105,7	8 646,4	9 229,2	6 134,6
4 102,8	4 328,9	4 554,1	4 776,6	4 994,4	5 205,2	5 406,2	5 594,5	4 103,9
1 793,2	1 956,6	2 149,2	2 360,5	2 609,2	2 900,5	3 240,2	3 634,7	2 030,8
Mesures d'amélioration de la qualité et de l'efficacité avec modifications dans la mobilisation des ressources nationales (scénario A + B + C2)								
4 639,8	4 978,1	5 341,6	5 724,1	6 136,5	6 581,7	7 062,6	7 582,6	4 855,6
535,7	584,0	634,8	686,1	740,0	796,7	856,1	918,6	557,5
725,3	725,3	725,3	725,3	725,3	725,3	725,3	725,3	725,3
5 900,8	6 287,4	6 701,7	7 135,5	7 601,9	8 103,7	8 644,1	9 226,5	6 138,4
4 002,2	4 211,6	4 418,8	4 622,1	4 819,1	5 007,7	5 184,9	5 347,7	3 991,7
1 898,7	2 075,8	2 282,9	2 513,4	2 782,7	3 096,0	3 459,2	3 878,8	2 146,7

Annexe 3 :

Le modèle de simulation

Tableau A 3.1 :
Exemple illustratif du modèle pour un pays avec les paramètres cibles en 2015 selon différents scénarios de simulation

Angola	Données de base	Valeurs cibles en 2015 selon différents scénarios b/						
		Statut Quo a/	A= Mesures pour la qualité uniquement	A + B = Mesures pour qualité + efficacité	A + B + modification dans la mobilisation des ressources nationales			
					C1	C2	C3	
	2000	2015	2015	2015	2015	2015	2015	
PIB (millions de ML), 2000 & taux d'accroissement annuel, 2001–2015	88 642	5,0%						
PIB par tête (ML)	6 970							
Taux de change (ML/\$US)	10							
Population totale (milliers), 2000 & taux d'accroissement annuel, 2000–2015	12 717	2,7%						
Population scolarisable en % de la population totale	17,2%	16,8%						
Population scolarisable (en milliers)	2 182							
Recettes nationales publiques, hors dons (millions de ML)	49 373							
Recettes nationales publiques (hors dons) en % du PIB	55,7%	55,7%			18,0%	18,0%	20,0%	
Part des dépenses publiques courantes d'éducation dans les recettes de l'Etat	4,3%	4,3%			20,0%	20,0%	20,0%	
Part du primaire dans les dépenses publiques courantes d'éducation	41,6%	41,6%			50,0%	50,0%	50,0%	
Dépenses courantes totales d'éducation (millions of ML)		2 122						
Dépenses courantes totales d'éducation en % du PIB	2,39%							
Ressources publiques totales pour l'enseignement primaire (millions de ML)	883							
Nombre d'élèves scolarisés dans le primaire (5 ou 6 années)	1 727 740							
Proportion de redoublants dans le primaire	25,0%	25,0%		10,0%	10,0%	10,0%	10,0%	
Année cible pour atteindre l'objectif de 10 % de redoublants	2010							
Taux d'achèvement du primaire (%)	28,9%	100,0%						
Taux d'accès en 1 ^{ère} année primaire (%)	96,0%	100,0%						
Année cible pour atteindre l'objectif de 100 % d'accès en 1 ^{ère} année primaire	2010							
Taux brut de scolarisation du primaire (%) (pour mémoire)	79,2%	125%			110%	110%	110%	
Nombre d'élèves du privé en % du nombre total d'élèves	6,0%	6,0%			10,0%	10,0%	10,0%	
Nombre d'élèves dans l'enseignement primaire public	1 624 076							

Tableau A 3.1 : (suite)

Angola	Données de base	Valeurs cibles en 2015 selon différents scénarios b/					
		Statut Quo a/	A= Mesures pour la qualité uniquement	A + B = Mesures pour qualité + efficacité	A + B + modification dans la mobilisation des ressources nationales		
					C1	C2	C3
2000	2015	2015	2015	2015	2015	2015	
Nombre d'enseignants dans l'enseignement primaire public (1 à 5 ou 6 années)	66 560						
Taux de déperdition des enseignants (% annuel)		2,5%					
Nombre d'enseignants payés en catégorie 1 (<=3.5 fois le PIB par tête)	66 560						
Nombre d'enseignants payés en catégorie 2 (>3.5 fois le PIB par tête)	0						
Ratio élève-enseignant dans le primaire public (moyenne 1 à 5 ou 6 années)	24,4	24,4		40,0	40,0	40,0	40,0
Nombre d'élèves dans l'enseignement primaire privé	103 664						
Coût moyen par enseignant en unité de PIB par tête							
Payés en catégorie 1	1,5	1,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Payés en catégorie 2	1,5	1,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Masse salariale totale des enseignants (millions de ML)							
VIHS (% accroissement de la masse salariale des enseignants)	0,1%	0,0%					
Dépenses autre que salaire enseignant (% de la masse salariale enseignante)	23,5%	23,5%	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%
Subvention publique pour l'enseignement privé (millions de ML)							
Subvention publique par élève de l'enseignement privé (ML)		0					
Proportion d'orphelins dans la population	1,2%	2,2%					
Subvention publique par orphelin (\$EU)		100					
Coût par salle de classe équipée, y.c. latrines ('000 \$US; ML, 2015)	8	80	60	60	60	60	60
Nombre d'enseignants par salle de classe		1,0					

A/ Cellules contenant la valeur des paramètres pour la colonne *statut quo*.

b/ Les cellules vides signifient qu'il n'y a pas de changement de ces valeurs par rapport aux objectifs spécifiés dans la colonne statut quo; voir texte du tableau 6.1 pour plus de détails.

Source: Simulations par les auteurs.

Annexe 4 :

Incorporer l'incidence du VIH/SIDA dans les simulations

Pratiquement, tous les pays d'Afrique sont touchés par la pandémie du SIDA, quoique son intensité varie selon le pays. Dans certains pays, l'effet pervers sur le système éducatif se fait déjà sentir et cela ne peut que s'aggraver d'ici à l'an 2015. Dans les estimations du coût de l'éducation pour tous, nous avons intégré les effets de la pandémie en tenant compte de trois canaux par lesquels elle peut affecter les estimations de coût :

- La population d'âge scolaire sera d'autant plus réduite dans les pays à forte prévalence que dans d'autres où la maladie est absente.
- L'absentéisme des maîtres sera plus accentué dans les pays à forte prévalence, sachant par ailleurs que certains enseignants sont susceptibles de décéder en cours de carrière. Ces deux problèmes impliquent un besoin accru en matière de recrutement de maîtres.
- La proportion des orphelins dans la population d'âge scolaire va sans doute augmenter. Selon la recherche de Subbarao et autres en 2001; les orphelins de mère ou des deux parents sont plus en exposés au danger soit de ne pas avoir accès à l'école, soit de l'abandonner de manière prématurée. Réaliser les objectifs de l'Education Pour Tous signifie que la prise en compte de ces enfants à risques sera indispensable.

Les estimations de coûts présentées dans ce rapport prennent en compte les trois effets du SIDA décrits plus haut. En premier lieu, les projections de la population d'âge scolaire utilisées dans nos

simulations sont celles de la division population de Nations Unies qui ont été mises à jour par des démographes sur la base de données récentes d'enquêtes de ménages; en second lieu, nous prenons en compte l'impact de l'épidémie sur les enseignants en nous basant sur les derniers résultats des chercheurs de l' « Imperial College » à Londres. Ces études indiquent que le taux d'infection de SIDA parmi les enseignants est le même que ce qui est constaté parmi la population adulte et que la maladie avance progressivement sur une période de dix ans au cours desquels la personne infectée accumule en moyenne 260 jours de congé-maladie. Pour les estimations du taux d'infection parmi la population adulte, nous nous sommes basés sur les estimations d'ONUSIDA pour la période 2000-2015. Finalement, concernant la proportion d'orphelins, nous nous sommes basés sur les estimations d'ONUSIDA sur le nombre d'orphelins en 1990 dans 10 pays et l'avons projeté pour estimer les chiffres de 2015 dans ces pays en utilisant le modèle de simulation développé par les chercheurs de l'Impérial College. Sur la base des résultats obtenus, nous avons fait une extrapolation pour les autres pays africains selon les tendances observées dans trois groupes de pays (Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est, et Afrique Australe). Pour arriver à une estimation du coût total de la prise en charge des orphelins, nous avons utilisé une valeur fixe de 50 \$US (aux prix de 2000) par an par orphelin de mère ou des deux parents pour la population estimée des orphelins en âge scolaire.

Annexe 5 :

**Récapitulatif du coût
agrégé de l'EPT
pour l'Afrique**

AFRIQUE

Tableau A5.1 :

Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	48	24,1%	4,4	18,4%	18,7%	17,5%	49,3%	8,1%	1 707	
A seulement	38	33,6%	4,7						3 534	
A + B	40	33,3%	3,8	9,0%					2 136	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,8	9,0%	15,0%	21,2%	49,3%	10,0%	1 482
	C2					15,0%	20,0%			1 594
	C3					20,0%	20,0%			1 153

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

AFRIQUE

Tableau A5.2 :

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement							
		Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur				
					Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	61 558	72 786	10 996	83 782	61 556	2	61 558	11 231	10 993	22 224
		C2	59 876	72 857	10 923	83 781	59 876	0	59 876	12 981	10 923	23 904
		C3	79 168	72 786	10 996	83 782	64 268	2 220	66 488	8 518	8 776	17 294
	Annuel	C1	4 104	4 852	733	5 585	4 104	0	4 104	749	733	1 482
		C2	3 992	4 857	728	5 585	3 992	0	3 992	865	728	1 594
		C3	5 278	4 852	733	5 585	4 285	148	4 433	568	585	1 513
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		556		556	0		0	556		556
		C2		559		559	0		0	559		559
		C3		556		556	124		0	432		432
Ensemble	Annuel	C1		5 408	733	6 141	4 104	0	4 104	1 304	733	2 037
		C2		5 416	728	6 144	3 992	0	3 992	1 424	728	2 152
		C3		5 408	733	6 141	4 408	148	4 556	1 000	585	1 585

Note: Voir tableau précédent pour les trois autres mesures spécifiques -qualité, efficacité et financière pour l'enseignement primaire.

ANGOLA**Tableau A5.1.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	24	19,0%	1,5	25,0%	55,7%	4,3%	41,6%	6%	87	
A seulement	24	33,3%	3,5						354	
A + B	40	33,3%	3,5	10,0%					170	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,5	10,0%	18,0%	20,0%	50,0%	10,0%	41
	C2					18,0%	20,0%			41
	C3					55,7%	20,0%			-185

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

ANGOLA**Tableau A5.1.2 :**

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées		Coût de l'EPT en 2015				Sources de financement					
			Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur			
						Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	3 793	4 337	75	4 412	3 793	0	3 793	544	75	619
		C2	3 793	4 337	75	4 412	3 793	0	3 793	544	75	619
		C3	7 191	4 337	75	4 412	4 337	75	4 412	0	0	-2 779
	Annuel	C1	253	289	5	294	253	0	253	36	5	41
		C2	253	289	5	294	253	0	253	36	5	41
		C3	479	289	5	294	289	5	294	0	0	0
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		5		5	0		0	5		5
		C2		5		5	0		0	5		5
		C3		5		5	5		0	0		0
Ensemble	Annuel	C1		294	5	299	253	0	253	41	5	46
		C2		294	5	299	253	0	253	41	5	46
		C3		294	5	299	294	5	299	0	0	0

BÉNIN**Tableau A5.2.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	54	26,4%	4,6	25,0%	15,3%	16,5%	62,6%	10,8%	16	
A seulement	40	33,3%	4,6						39	
A + B	40	33,3%	3,9	10,0%					20	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,8	10,0%	16,0%	20,0%	50,0%	10,0%	20
	C2					16,0%	20,0%			20
	C3					16,0%	20,0%			20

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

BÉNIN**Tableau A5.2.2 :****Coût estimé de l'EPTen 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques »****(millions de \$US de 2000)**

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)			Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPTen 2015			Sources de financement					
				Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur		
							Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	778	936	145	1 081	778	0	778	158	145	303
		C2	778	936	145	1 081	778	0	778	158	145	303
		C3	778	936	145	1 081	778	0	778	158	145	303
	Annuel	C1	52	62	10	72	52	0	52	11	10	20
		C2	52	62	10	72	52	0	52	11	10	20
		C3	52	62	10	72	52	0	52	11	10	20
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		1		1	0		0	1		1
		C2		2		2	0		0	2		2
		C3		1		1	0		0	1		1
Ensemble	Annuel	C1		63	10	73	52	0	52	11	10	21
		C2		64	10	74	52	0	52	12	10	22
		C3		63	10	73	52	0	52	11	10	21

BURKINA FASO**Tableau A5.3.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	49	30,7%	8,0	17,7%	14,7%	17,1%	64,0%	10,8%	79	
A seulement	40	33,3%	8,0						106	
A + B	40	33,3%	4,2	10,0%					44	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	4,2	10,0%	14,0%	20,0%	50,0%	10,0%	48
	C2					14,0%	20,0%			48
	C3					14,7%	20,0%			47

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

BURKINA FASO**Tableau A5.3.2 :****Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)**

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement							
		Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur				
					Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulative, 2001-2015	C1	764	1 138	351	1 489	764	0	764	374	351	725
		C2	764	1 138	351	1 489	764	0	764	374	351	725
		C3	787	1 138	351	1 489	787	0	787	351	351	703
	Annuel	C1	51	76	23	99	51	0	51	25	23	48
		C2	51	76	23	99	51	0	51	25	23	48
		C3	52	76	23	99	52	0	52	23	23	47
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		22		22	0		0	22		22
		C2		22		22	0		0	22		22
		C3		22		22	0		0	22		22
Ensemble	Annuel	C1		98	23	122	51	0	51	47	23	71
		C2		98	23	122	51	0	51	47	23	71
		C3		98	23	122	52	0	52	46	23	69

BURUNDI**Tableau A5.4.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 d/	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres a/	Salaire annuel moyen des enseignants b/	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation c/	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	55	22,1%	5,3	27,5%	17,4%	20,4%	35,5%	0,0%	18	
A seulement	40	33,3%	5,3						33	
A + B	40	33,3%	3,9	10,0%					21	
« Bonne pratique » A + B + a/	C1	40	33,3%	3,9	10,0%	14,0%	20,4%	50,0%	10,0%	16
	C2					14,0%	20,0%			16
	C3					17,4%	20,0%			15

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

BURUNDI**Tableau A5.4.2 :**
Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques »
 (millions de \$US de 2000)

			Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement					
				Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur		
							Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	189	270	163	433	189	0	189	81	163	244
		C2	187	270	163	433	187	0	187	84	163	247
		C3	214	270	163	433	214	0	214	56	163	219
	Annuel	C1	13	18	11	29	13	0	13	5	11	16
		C2	12	18	11	29	12	0	12	6	11	16
		C3	14	18	11	29	14	0	14	4	11	15
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		10		10	0		0	10		10
		C2		10		10	0		0	10		10
		C3		10		10	0		0	10		10
Ensemble	Annuel	C1		28	11	39	13	0	13	15	11	26
		C2		28	11	39	12	0	12	15	11	26
		C3		28	11	39	14	0	14	14	11	24

CAMEROUN**Tableau A5.5.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	65	32,5%	3,4	25,9%	15,5%	10,8%	66,3%	19,0%	24	
A seulement	40	33,3%	3,5						100	
A + B	40	33,3%	3,6	10,0%					82	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,6	10,0%	16,0%	20,0%	50,0%	10,0%	55
	C2					16,0%	20,0%			55
	C3					16,0%	20,0%			55

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

CAMEROUN**Tableau A5.5.2 :****Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)**

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015					Sources de financement					
		Coût de l'EPT en 2015			Ressources nationales			Financement extérieur				
		Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	2 625	3 029	420	3 450	2 625	0	2 625	405	420	825
		C2	2 625	3 029	420	3 450	2 625	0	2 625	405	420	825
		C3	2 625	3 029	420	3 450	2 625	0	2 625	405	420	825
	Annuel	C1	175	202	28	230	175	0	175	27	28	55
		C2	175	202	28	230	175	0	175	27	28	55
		C3	175	202	28	230	175	0	175	27	28	55
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		21		21	0		0	21		21
		C2		21		21	0		0	21		21
		C3		21		21	0		0	21		21
Ensemble	Annuel	C1		223	28	251	175	0	175	48	28	76
		C2		223	28	251	175	0	175	48	28	76
		C3		223	28	251	175	0	175	48	28	76

CONGO

Tableau A5.6.1 :

Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	61	20,3%	3,4	31,1%	26,7%	8,6%	36,6%	15,2%	17	
A seulement	40	33,3%	3,5						47	
A + B	40	33,3%	3,5	10,0%					34	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,5	10,0%	18,0%	20,0%	50,0%	10,0%	9
	C2					18,0%	20,0%			9
	C3					26,7%	20,0%			-11

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

CONGO

Tableau A5.6.2 :

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)			Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement					
				Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur		
							Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	1 046	1 086	89	1 175	1 046	0	1 046	40	89	129
		C2	1 046	1 086	89	1 175	1 046	0	1 046	40	89	129
		C3	1 342	1 086	89	1 175	1 086	89	1 175	0	0	-167
	Annuel	C1	70	72	6	78	70	0	70	3	6	9
		C2	70	72	6	78	70	0	70	3	6	9
		C3	89	72	6	78	72	6	78	0	0	0
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		3		3	0		0	3		3
		C2		3		3	0		0	3		3
		C3		3		3	3		0	0		0
Ensemble	Annuel	C1		75	6	81	70	0	70	5	6	11
		C2		75	6	81	70	0	70	5	6	11
		C3		75	6	81	75	6	81	0	0	0

CÔTE D'IVOIRE**Tableau A5.7.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{e/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	46	22,5%	5,7	24,7%	16,5%	21,5%	49,0%	11,6%	102	
A seulement	40	33,3%	5,7						187	
A + B	40	33,3%	4,3	10,0%					60	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	4,3	10,0%	18,0%	21,5%	50,0%	10,0%	42
	C2					18,0%	20,0%			56
	C3					18,0%	20,0%			56

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

CÔTE D'IVOIRE**Tableau A5.7.2 :**

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015					Sources de financement					
		Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur				
					Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	4 815	5 205	237	5 442	4 815	0	4 815	391	237	628
		C2	4 603	5 205	237	5 442	4 603	0	4 603	603	237	840
		C3	4 603	5 205	237	5 442	4 603	0	4 603	603	237	840
	Annuel	C1	321	347	16	363	321	0	321	26	16	42
		C2	307	347	16	363	307	0	307	40	16	56
		C3	307	347	16	363	307	0	307	40	16	56
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		30		30	0		0	30		30
		C2		30		30	0		0	30		30
		C3		30		30	0		0	30		30
Ensemble	Annuel	C1		377	16	393	321	0	321	56	16	72
		C2		377	16	393	307	0	307	70	16	86
		C3		377	16	393	307	0	307	70	16	86

ERYTHRÉE**Tableau A5.8.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	49	29,6%	7,7	19,4%	34,6%	8,0%	53,6%	10,1%	16	
A seulement	40	33,3%	7,7						22	
A + B	40	33,3%	4,3	10,0%					10	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	4,3	10,0%	14,0%	20,0%	42,0%	10,0%	10
	C2					14,0%	20,0%			10
	C3					34,6%	20,0%			1

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

ERYTHRÉE**Tableau A5.8.2 :**

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015					Sources de financement					
		Coût de l'EPT en 2015			Ressources nationales			Financement extérieur				
		Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	198	250	94	344	198	0	198	52	94	146
		C2	198	250	94	344	198	0	198	52	94	146
		C3	325	250	94	344	250	75	325	0	19	19
	Annuel	C1	13	17	6	23	13	0	13	3	6	10
		C2	13	17	6	23	13	0	13	3	6	10
		C3	22	17	6	23	17	5	22	0	1	1
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		1		1	0		0	1		1
		C2		1		1	0		0	1		1
		C3		1		1	0		0	1		1
Ensemble	Annuel	C1		18	6	24	13	0	13	4	6	11
		C2		18	6	24	13	0	13	4	6	11
		C3		18	6	24	17	5	22	1	1	2

ETHIOPIE**Tableau A5.9.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 d/	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres a/	Salaire annuel moyen des enseignants b/	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation c/	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	61	20,5%	6,8	12,8%	17,8%	15,0%	46,2%	5,0%	159	
A seulement	40	33,3%	6,8						332	
A + B	40	33,3%	4,0	10,0%					214	
« Bonne pratique » A + B + w/	C1	40	33,3%	4,1	10,0%	14,0%	20,0%	50,0%	10,0%	186
	C2					14,0%	20,0%			186
	C3					17,8%	20,0%			163

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

ETHIOPIE**Tableau A5.9.2 :****Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)**

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées		Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement						
			Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur			
						Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	2 113	2 908	1 989	4 897	2 113	0	2 113	795	1 989	2 784
		C2	2 113	2 979	1 917	4 896	2 113	0	2 113	867	1 917	2 783
		C3	2 454	2 908	1 989	4 897	2 454	0	2 454	455	1 989	2 444
	Annuel	C1	141	194	133	326	141	0	141	53	133	186
		C2	141	199	128	326	141	0	141	58	128	186
		C3	164	194	133	326	164	0	164	30	133	163
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		58		58	0		0	58		58
		C2		60		60	0		0	60		60
		C3		58		58	0		0	58		58
Ensemble	Annuel	C1		251	133	384	141	0	141	111	133	243
		C2		258	128	386	141	0	141	118	128	245
		C3		251	133	384	164	0	164	88	133	220

GAMBIE**Tableau A5.10.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	37	24,9%	3,7	10,6%	18,5%	16,6%	51,7%	8,5%	3	
A seulement	37	33,3%	3,7						4	
A + B	40	33,3%	3,6	10,0%					3	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,6	10,0%	14,0%	20,0%	50,0%	10,0%	3
	C2					14,0%	20,0%			3
	C3					18,5%	20,0%			2

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

GAMBIE**Tableau A5.10.2 :**

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015					Sources de financement					
		Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur				
					Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	140	17	187	140	0	140	31	17	47	
		C2	140	17	187	140	0	140	31	17	47	
		C3	164	17	187	164	0	164	7	17	23	
	Annuel	C1	9	11	12	9	0	9	2	1	3	
		C2	9	11	12	9	0	9	2	1	3	
		C3	11	11	12	11	0	11	0	1	2	
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		1	1	0		0	1		1	
		C2		1	1	0		0	1		1	
		C3		1	1	0		0	1		1	
Ensemble	Annuel	C1		12	13	9	0	9	3	1	4	
		C2		12	13	9	0	9	3	1	4	
		C3		12	13	11	0	11	1	1	2	

GHANA**Tableau A5.11.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	34	17,7%	3,6	5,0%	21,8%	17,6%	37,2%	18,0%	29	
A seulement	34	33,3%	3,6						44	
A + B	40	33,3%	3,5	5,0%					25	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,5	5,0%	18,0%	20,0%	50,0%	10,0%	21
	C2					18,0%	20,0%			21
	C3					21,8%	20,0%			8

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

GHANA**Tableau A5.11.2 :****Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)**

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées		Coût de l'EPT en 2015				Sources de financement					
			Coût de l'EPT en 2015			Ressources nationales			Financement extérieur			
			Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	1 499	1 604	207	1 812	1 499	0	1 499	105	207	312
		C2	1 499	1 604	207	1 812	1 499	0	1 499	105	207	312
		C3	1 692	1 604	207	1 812	1 604	88	1 692	0	120	120
	Annuel	C1	100	107	14	121	100	0	100	7	14	21
		C2	100	107	14	121	100	0	100	7	14	21
		C3	113	107	14	121	107	6	113	0	8	8
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		12		12	0		0	12		12
		C2		12		12	0		0	12		12
		C3		12		12	0		0	12		12
Ensemble	Annuel	C1		119	14	133	100	0	100	19	14	33
		C2		119	14	133	100	0	100	19	14	33
		C3		119	14	133	107	6	113	12	8	20

GUINÉE

Tableau A5.12.1

Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	49	34,7%	2,7	23,3%	11,1%	18,1%	37,2%	16,1%	28	
A seulement	40	34,7%	3,5						57	
A + B	40	33,3%	3,5	10,0%					48	
«Bonne pratique» A + B + ^{b/}	C1	40	33,3%	3,5	10,0%	14,0%	20,0%	50,0%	10,0%	35
	C2					14,0%	20,0%			35
	C3					14,0%	20,0%			35

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de «bonne pratique», voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la «bonne pratique» (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

GUINÉE

Tableau A5.12.2

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de «bonnes pratiques» (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015					Sources de financement					
		Coût de l'EPT en 2015			Ressources nationales			Financement extérieur				
		Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	790	1 141	181	1 322	790	0	790	351	181	532
		C2	790	1 141	181	1 322	790	0	790	351	181	532
		C3	790	1 141	181	1 322	790	0	790	351	181	532
	Annuel	C1	53	76	12	88	53	0	53	23	12	35
		C2	53	76	12	88	53	0	53	23	12	35
		C3	53	76	12	88	53	0	53	23	12	35
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		2		2	0		0	2		2
		C2		2		2	0		0	2		2
		C3		2		2	0		0	2		2
Ensemble	Annuel	C1		78	12	90	53	0	53	25	12	38
		C2		78	12	90	53	0	53	25	12	38
		C3		78	12	90	53	0	53	25	12	38

GUINÉE BISSAU**Tableau A5.13.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	37	34,3%	1,6	27,1%	19,6%	9,8%	35,0%	8,5%	3	
A seulement	37	34,3%	3,5						7	
A + B	40	33,3%	3,5	10,0%					5	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,5	10,0%	14,0%	20,0%	50,0%	10,0%	3
	C2					14,0%	20,0%			3
	C3					14,0%	20,0%			2

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

GUINÉE BISSAU**Tableau A5.13.2 :****Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)**

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement							
		Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur				
					Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	55	87	18	105	55	0	55	32	18	50
		C2	55	87	18	105	55	0	55	32	18	50
		C3	68	87	18	105	68	0	68	19	18	37
	Annuel	C1	4	6	1	7	4	0	4	2	1	3
		C2	4	6	1	7	4	0	4	2	1	3
		C3	5	6	1	7	5	0	5	1	1	2
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		0		0	0		0	0		0
		C2		0		0	0		0	0		0
		C3		0		0	0		0	0		0
Ensemble	Annuel	C1		6	1	7	4	0	4	3	1	4
		C2		6	1	7	4	0	4	3	1	4
		C3		6	1	7	5	0	5	2	1	3

KENYA**Tableau A5.14.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	31	4,2%	5,3	14,2%	24,2%	26,2%	44,2%	2,2%	53	
A seulement	31	33,3%	5,3						178	
A + B	40	33,3%	4,7	10,0%					16	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	4,8	10,0%	16,0%	26,2%	50,0%	10,0%	61
	C2					16,0%	20,0%			113
	C3					24,2%	20,0%			32

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

KENYA**Tableau A5.14.2 :**

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015					Sources de financement					
		Coût de l'EPT en 2015			Ressources nationales			Financement extérieur				
		Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	5 517	6 436	0	6 436	5 517	0	5 517	919	0	919
		C2	4 734	6 436	0	6 436	4 734	0	4 734	1 702	0	1 702
		C3	5 959	6 436	0	6 436	5 959	0	5 959	477	0	477
	Annuel	C1	368	429	0	429	368	0	368	61	0	61
		C2	316	429	0	429	316	0	316	113	0	113
		C3	397	429	0	429	397	0	397	32	0	32
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		38	0	38	0		0	38		38
		C2		38	0	38	0		0	38		38
		C3		38	0	38	0		0	38		38
Ensemble	Annuel	C1		4 670	0	467	368	0	368	99	0	99
		C2		4 670	0	467	316	0	316	152	0	152
		C3		467	0	467	397	0	397	70	0	70

LESOTHO

Tableau A5.15.1 :

Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	45	29,9%	6,6	18,3%	35,9%	22,2%	40,2%	0,0%	5	
A seulement	40	33,3%	6,6						12	
A + B	40	33,3%	5,0	10,0%					0	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	5,2	10,0%	18,0%	22,2%	50,0%	10,0%	7
	C2					18,0%	20,0%			9
	C3					35,9%	20,0%			-6

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

LESOTHO

Tableau A5.15.2 :

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement						
		Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur			
					Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	565	15	674	565	0	565	94	15	108
		C2	534	15	674	534	0	534	125	15	140
		C3	763	15	674	659	15	674	0	0	-90
	Annuel	C1	38	44	45	38	0	38	6	1	7
		C2	36	44	45	36	0	36	8	1	9
		C3	51	44	45	44	1	45	0	0	0
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		3	3	0		0	3		3
		C2		3	3	0		0	3		3
		C3		3	3	3		0	0		0
Ensemble	Annuel	C1		46	47	38	0	38	9	1	10
		C2		46	47	36	0	36	11	1	12
		C3		46	47	46	1	47	0	0	0

MADAGASCAR**Tableau A5.16.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 d/	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres a/	Salaire annuel moyen des enseignants b/	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation c/	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	54	42,4%	3,3	33,0%	10,6%	18,8%	54,7%	22,0%	23	
A seulement	40	424%	3,5						50	
A + B	40	33,3%	3,5	10,0%					25	
« Bonne pratique » A + B + w/	C1	40	33,3%	3,5	10,0%	14,0%	20,0%	42,0	10,0%	33
	C2					14,0%	20,0%			33
	C3					14,0%	20,0%			33

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

MADAGASCAR**Tableau A5.16.2 :**

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées		Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement						
			Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur			
						Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	874	1 053	314	1 367	874	0	874	180	314	494
		C2	874	1 053	314	1 367	874	0	874	180	314	494
		C3	874	1 053	314	1 367	874	0	874	180	314	494
	Annuel	C1	58	70	21	91	58	0	58	12	21	33
		C2	58	70	21	91	58	0	58	12	21	33
		C3	58	70	21	91	58	0	58	12	21	33
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		0		0	0		0	0		0
		C2		0		0	0		0	0		0
		C3		0		0	0		0	0		0
Ensemble	Annuel	C1		70	21	91	58	0	58	12	21	33
		C2		70	21	91	58	0	58	12	21	33
		C3		70	21	91	58	0	58	12	21	33

MALAWI**Tableau A5.17.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	53	14,0%	4,0	14,7%	18,1%	19,8%	49,2%	2,0%	2	
A seulement	40	33,3%	4,0						24	
A + B	40	33,3%	3,7	10,0%					19	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,7	10,0%	14,0%	20,0%	50,0%	10,0%	19
	C2					14,0%	20,0%			19
	C3					18,1%	20,0%			13

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

MALAWI**Tableau A5.17.2 :**

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015				Sources de financement						
		Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur				
					Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	491	633	136	769	491	0	491	142	136	278
		C2	491	633	136	769	491	0	491	142	136	278
		C3	571	633	136	769	571	0	571	62	136	198
	Annuel	C1	33	42	9	51	33	0	33	9	9	19
		C2	33	42	9	51	33	0	33	9	9	19
		C3	38	42	9	51	38	0	38	4	9	13
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		20		20	0		0	20		20
		C2		20		20	0		0	20		20
		C3		20		20	0		0	20		20
Ensemble	Annuel	C1		62	9	71	33	0	33	30	9	39
		C2		62	9	71	33	0	33	30	9	39
		C3		62	9	71	38	0	38	24	9	33

MALI

Tableau A5.18.1 :

Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 d/	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres a/	Salaire annuel moyen des enseignants b/	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation c/	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	61	31,1%	6,1	17,9%	16,8%	13,7%	42,1%	21,2%	54	
A seulement	40	33,3%	6,1						91	
A + B	40	33,3%	3,8	10,0%					53	
« Bonne pratique » A + B + a/	C1	40	33,3%	3,8	10,0%	14,0%	20,0%	50,0%	10,0%	51
	C2					14,0%	20,0%			51
	C3					16,8%	20,0%			45

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

MALI

Tableau A5.18.2 :

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement							
		Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur				
					Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	676	1 014	427	1 442	676	0	676	339	427	766
		C2	676	1 014	427	1 442	676	0	676	339	427	766
		C3	762	1 014	427	1 442	762	0	762	252	427	679
	Annuel	C1	45	68	28	96	45	0	45	23	28	51
		C2	45	68	28	96	45	0	45	23	28	51
		C3	51	68	28	96	51	0	51	17	28	45
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		4		4	0		0	4		4
		C2		4		4	0		0	4		4
		C3		4		4	0		0	4		4
Ensemble	Annuel	C1		71	28	100	45	0	45	26	28	55
		C2		71	28	100	45	0	45	26	28	55
		C3		71	28	100	51	0	51	20	28	49

MAURITANIE**Tableau A5.19.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	48	18,2%	5,1	16,0%	26,5%	13,7%	49,0%	1,8%	6	
A seulement	40	33,3%	5,1						16	
A + B	40	33,3%	4,0	10,0%					8	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	4,0	10,0%	16,0%	20,0%	50,0%	10,0%	7
	C2					16,0%	20,0%			7
	C3					26,5%	20,0%			-1

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

MAURITANIE**Tableau A5.19.2 :****Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)**

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015					Sources de financement					
		Coût de l'EPT en 2015			Ressources nationales			Financement extérieur				
		Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	343	406	48	454	343	0	343	63	48	111
		C2	343	406	48	454	343	0	343	63	48	111
		C3	466	406	48	454	406	48	454	0	0	-12
	Annuel	C1	23	27	3	30	23	0	23	4	3	7
		C2	23	27	3	30	23	0	23	4	3	7
		C3	31	27	3	30	27	3	30	0	0	0
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		0		0	0		0	0		0
		C2		0		0	0		0	0		0
		C3		0		0	0		0	0		0
Ensemble	Annuel	C1		27	3	30	23	0	23	4	3	8
		C2		27	3	30	23	0	23	4	3	8
		C3		27	3	30	27	3	30	0	0	0

MOZAMBIQUE**Tableau A5.20.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	54	26,1%	3,2	23,7%	11,3%	18,1%	46,4%	0,0%	27	
A seulement	40	33,3%	3,5						75	
A + B	40	33,3%	3,5	10,0%					59	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,5	10,0%	14,0%	20,0%	42,0%	10,0%	37
	C2					14,0%	20,0%			37
	C3					14,0%	20,0%			37

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

MOZAMBIQUE**Tableau A5.20.2 :****Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)**

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées		Coût de l'EPT en 2015				Sources de financement					
			Ressources nationales			Financement extérieur						
			Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	1 206	1 552	209	1 761	1 206	0	1 206	346	209	555
		C2	1 206	1 552	209	1 761	1 206	0	1 206	346	209	555
		C3	1 206	1 552	209	1 761	1 206	0	1 206	346	209	555
	Annuel	C1	80	103	14	117	80	0	80	23	14	37
		C2	80	103	14	117	80	0	80	23	14	37
		C3	80	103	14	117	80	0	80	23	14	37
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		17		17	0		0	17		17
		C2		17		17	0		0	17		17
		C3		17		17	0		0	17		17
Ensemble	Annuel	C1		120	14	134	80	0	80	40	14	54
		C2		120	14	134	80	0	80	40	14	54
		C3		120	14	134	80	0	80	40	14	54

NIGER**Tableau A5.21.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	37	25,9%	9,6	13,0%	9,1%	31,5%	62,0%	4,0%	135	
A seulement	37	33,3%	9,6						146	
A + B	40	33,3%	4,2	10,0%					52	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	4,3	10,0%	14,0%	26,0%	50,0%	10,0%	46
	C2					14,0%	20,0%			53
	C3					14,0%	20,0%			53

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

NIGER**Tableau A5.21.2 :**

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)		Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement					
			Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur		
						Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	796	403	1 481	796	0	796	282	403	685
		C2	684	403	1 481	684	0	684	394	403	797
		C3	684	403	1 481	684	0	684	394	403	797
	Annuel	C1	53	27	99	53	0	53	19	27	46
		C2	46	27	99	46	0	46	26	27	53
		C3	46	27	99	46	0	46	26	27	53
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		3	3	0		0	3		3
		C2		3	3	0		0	3		3
		C3		3	3	0		0	3		3
Ensemble	Annuel	C1		74	101	53	0	53	21	27	48
		C2		74	101	46	0	46	29	27	56
		C3		74	101	46	0	46	29	27	56

NIGERIA

Tableau A5.22.1 :

Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{d/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	39	9,1%	4,9	1,0%	46,1%	9,9%	41,0%	1,0%	352	
A seulement	39	33,3%	4,9						654	
A + B	40	33,3%	4,1	1,0%					425	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	4,1	1,0%	18,0%	20,0%	50,0%	10,0%	214
	C2					18,0%	20,0%			214
	C3					46,1%	20,0%			-642

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

NIGERIA

Tableau A5.22.2 :

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015					Sources de financement					
		Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur				
					Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	19 123	20 502	1 831	22 333	19 123	0	19 123	1 380	1 831	3 210
		C2	19 123	20 502	1 831	22 333	19 123	0	19 123	1 380	1 831	3 210
		C3	31 966	20 502	1 831	22 333	20 502	1 831	22 333	0	0	-9 633
	Annuel	C1	1 275	1 367	122	1 489	1 275	0	1 275	92	122	214
		C2	1 275	1 367	122	1 489	1 275	0	1 275	92	122	214
		C3	2 131	1 367	122	1 489	1 367	122	1 489	0	0	0
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		113		113	0		0	113		113
		C2		113		113	0		0	113		113
		C3		113		113	113		0	0		0
Ensemble	Annuel	C1		1 480	122	1 602	1 275	0	1 275	205	122	327
		C2		1 480	122	1 602	1 275	0	1 275	205	122	327
		C3		1 480	122	1 602	1 480	122	1 602	0	0	0

UGANDA**Tableau A5.23.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	41	26,2%	2,9	9,8%	10,8%	30,1%	53,2%	2,0%	14	
A seulement	40	33,3%	3,5						63	
A + B	40	33,3%	3,5	9,8%					63	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,5	9,8%	14,0%	26,0%	50,0%	10,0%	41
	C2					14,0%	20,0%			63
	C3					14,0%	20,0%			63

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

UGANDA**Tableau A5.23.2 :**

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées		Coût de l'EPT en 2015				Sources de financement					
						Ressources nationales			Financement extérieur			
			Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	2 583	2 930	210	3 140	2 523	0	2 523	407	210	617
		C2	2 189	2 930	210	3 140	2 189	0	2 189	741	210	951
		C3	2 189	2 930	210	3 140	2 189	0	2 189	741	210	951
	Annuel	C1	168	195	14	209	168	0	168	27	14	41
		C2	146	195	14	209	146	0	146	49	14	63
		C3	146	195	14	209	146	0	146	49	14	63
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		47		47	0		0	47		47
		C2		47		47	0		0	47		47
		C3		47		47	0		0	47		47
Ensemble	Annuel	C1		242	14	256	168	0	168	74	14	88
		C2		242	14	256	146	0	146	96	14	110
		C3		242	14	256	146	0	146	96	14	110

REPUBLIQUE CENTRE AFRICAINE

Tableau A5.24.1 :

Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{a/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	79	28,5%	4,9	32,8%	9,6%	12,5%	52,4%	3,3%	14	
A seulement	40	33,3%	4,9						32	
A + B	40	33,3%	3,7	10,0%					19	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,5	10,0%	14,0%	20,0%	50,0%	10,0%	10
	C2					14,0%	20,0%			10
	C3					14,0%	20,0%			10

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

REPUBLIQUE CENTRE AFRICAINE

Tableau A5.24.2 :

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement							
		Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur				
					Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	232	273	103	376	232	0	232	41	103	143
		C2	232	273	103	376	232	0	232	41	103	143
		C3	232	273	103	376	232	0	232	41	103	143
	Annuel	C1	15	18	7	25	15	0	15	3	7	10
		C2	15	18	7	25	15	0	15	3	7	10
		C3	15	18	7	25	15	0	15	3	7	10
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		4		4	0		0	4		4
		C2		4		4	0		0	4		4
		C3		4		4	0		0	4		4
Ensemble	Annuel	C1		22	7	29	15	0	15	7	7	14
		C2		22	7	29	15	0	15	7	7	14
		C3		22	7	29	15	0	15	7	7	14

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Tableau A5.25.1 :

Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{e/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	42	10,3%	0,9	15,0%	10,6%	3,2%	65,1%	10,0%	109	
A seulement	40	33,3%	3,5						198	
A + B	40	33,3%	3,5	10,0%					187	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,5	10,0%	14,0%	20,0%	50,0%	10,0%	146
	C2					14,0%	20,0%			146
	C3					14,0%	20,0%			146

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Tableau A5.25.2 :

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)			Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement					
							Ressources nationales			Financement extérieur		
				Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	814	1 456	1 542	2 998	814	0	814	642	1 542	2 185
		C2	814	1 456	1 542	2 998	814	0	814	642	1 542	2 185
		C3	814	1 456	1 542	2 998	814	0	814	642	1 542	2 185
	Annuel	C1	54	97	103	200	54	0	54	43	103	146
		C2	54	97	103	200	54	0	54	43	103	146
		C3	54	97	103	200	54	0	54	43	103	146
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		34		34	0		0	34		34
		C2		34		34	0		0	34		34
		C3		34		34	0		0	34		34
Ensemble	Annuel	C1		131	103	234	54	0	54	77	103	180
		C2		131	103	234	54	0	54	77	103	180
		C3		131	103	234	54	0	54	77	103	180

RWANDA**Tableau A5.26.1 :
Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{a/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	52	8,6%	4,0	36,1%	9,8%	32,6%	44,7%	0,8%	18	
A seulement	40	33,3%	4,0						47	
A + B	40	33,3%	3,7	10,0%					27	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,7	10,0%	14,0%	26,0%	50,0%	10,0%	15
	C2					14,0%	20,0%			21
	C3					14,0%	20,0%			21

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

RWANDA**Tableau A5.26.2 :
Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques »
(millions de \$US de 2000)**

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)			Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement					
				Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur		
							Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	682	739	165	904	682	0	682	58	165	222
		C2	591	739	165	904	591	0	591	148	165	313
		C3	591	739	165	904	591	0	591	148	165	313
	Annuel	C1	45	49	11	60	45	0	45	4	11	15
		C2	39	49	11	60	39	0	39	10	11	21
		C3	39	49	11	60	39	0	39	10	11	21
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		14		14	0		0	14		14
		C2		14		14	0		0	14		14
		C3		14		14	0		0	14		14
Ensemble	Annuel	C1		63	11	74	45	0	45	18	11	29
		C2		63	11	74	39	0	39	24	11	35
		C3		63	11	74	39	0	39	24	11	35

SÉNÉGAL**Tableau A5.27.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	55	36,6%	4,9	13,6%	18,1%	18,6%	43,9%	10,7%	48	
A seulement	40	33,3%	4,9						80	
A + B	40	33,3%	4,0	10,0%					56	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	4,0	10,0%	16,0%	20,0%	50,0%	10,0%	52
	C2					16,0%	20,0%			52
	C3					18,1%	20,0%			44

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

SÉNÉGAL**Tableau A5.27.2 :****Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)**

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées		Coût de l'EPT en 2015				Sources de financement					
						Ressources nationales			Financement extérieur			
			Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	1 543	2 043	282	2 324	1 543	0	1 543	500	282	782
		C2	1 543	2 043	282	2 324	1 543	0	1 543	500	282	782
		C3	1 658	2 043	282	2 324	1 658	0	1 658	384	282	666
	Annuel	C1	103	136	19	155	103	0	103	33	19	52
		C2	103	136	19	155	103	0	103	33	19	52
		C3	111	136	19	155	111	0	111	26	19	44
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		3		3	0		0	3		3
		C2		3		3	0		0	3		3
		C3		3		3	0		0	3		3
Ensemble	Annuel	C1		139	19	158	103	0	103	37	19	55
		C2		139	19	158	103	0	103	37	19	55
		C3		139	19	158	111	0	111	29	19	48

SIERRA LEONE

Tableau A5.28.1 :

Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	40	33,1%	4,3	9,3%	11,4%	30,4%	51,3%	0,0%	13	
A seulement	40	33,3%	4,3						13	
A + B	40	33,3%	3,8	9,3%					11	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,8	9,3%	14,0%	26,0%	50,0%	10,0%	8
	C2					14,0%	20,0%			10
	C3					14,0%	20,0%			10

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

SIERRA LEONE

Tableau A5.28.2 :

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015				Sources de financement					
		Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur			
					Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	261	88	376	261	0	261	27	88	115
		C2	227	88	376	227	0	227	62	88	150
		C3	227	88	376	227	0	227	62	88	150
	Annuel	C1	17	6	25	17	0	17	2	6	8
		C2	15	6	25	15	0	15	4	6	10
		C3	15	6	25	15	0	15	4	6	10
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		4	4	0		0	4		4
		C2		4	4	0		0	4		4
		C3		4	4	0		0	4		4
Ensemble	Annuel	C1		23	29	17	0	17	5	6	11
		C2		23	29	15	0	15	8	6	14
		C3		23	29	15	0	15	8	6	14

SOUDAN**Tableau A5.29.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	28	22,5%	2,2	1,2%	11,1%	16,2%	50,5%	0,0%	131	
A seulement	28	33,3%	3,5						301	
A + B	40	33,3%	3,5	1,2%					180	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,5	1,2%	14,0%	20,0%	50,0%	10,0%	105
	C2					14,0%	20,0%			105
	C3					14,0%	20,0%			105

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

SOUDAN**Tableau A5.29.2 :**

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement							
		Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur				
					Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	3 078	4 349	297	4 646	3 078	0	3 078	1 271	297	1 568
		C2	3 078	4 349	297	4 646	3 078	0	3 078	1 271	297	1 568
		C3	3 078	4 349	297	4 646	3 078	0	3 078	1 271	297	1 568
	Annuel	C1	205	290	20	310	205	0	205	85	20	105
		C2	205	290	20	310	205	0	205	85	20	105
		C3	205	290	20	310	205	0	205	85	20	105
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		3		3	0		0	3		3
		C2		3		3	0		0	3		3
		C3		3		3	0		0	3		3
Ensemble	Annuel	C1		292	20	312	205	0	205	87	20	107
		C2		292	20	312	205	0	205	87	20	107
		C3		292	20	312	205	0	205	87	20	107

TANZANIE

Tableau A5.30.1 :

Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{a/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	40	11,2%	3,6	3,2%	10,9%	16,4%	63,0%	0,0%	87	
A seulement	40	33,3%	3,6						128	
A + B	40	33,3%	3,5	3,2%					125	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,5	3,2%	14,0%	20,0%	50,0%	10,0%	80
	C2					14,0%	20,0%			80
	C3					14,0%	20,0%			80

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

TANZANIE

Tableau A5.30.2 :

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées		Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement						
			Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur			
						Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	2 454	3 234	413	3 646	2 454	0	2 454	780	413	1 193
		C2	2 454	3 234	413	3 646	2 454	0	2 454	780	413	1 193
		C3	2 454	3 234	413	3 646	2 454	0	2 454	780	413	1 193
	Annuel	C1	164	216	28	243	164	0	164	52	28	80
		C2	164	216	28	243	164	0	164	52	28	80
		C3	164	216	28	243	164	0	164	52	28	80
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		43		43	0		0	43		43
		C2		43		43	0		0	43		43
		C3		43		43	0		0	43		43
Ensemble	Annuel	C1		259	28	286	164	0	164	95	28	123
		C2		259	28	286	164	0	164	95	28	123
		C3		259	28	286	164	0	164	95	28	123

TCHAD**Tableau A5.31.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	72	34,2%	4,8	24,6%	8,0%	20,9%	65,5%	8,8%	21	
A seulement	40	33,3%	4,8						48	
A + B	40	33,3%	3,9	10,0%					36	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,9	10,0%	14,0%	20,9%	50,0%	10,0%	30
	C2					14,0%	20,0%			30
	C3					14,0%	20,0%			30

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

TCHAD**Tableau A5.31.2 :**

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015					Sources de financement					
		Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur				
					Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	430	584	290	873	430	0	430	154	290	444
		C2	418	584	290	873	418	0	418	165	290	455
		C3	418	584	290	873	418	0	418	165	290	455
	Annuel	C1	29	39	19	58	29	0	29	10	19	30
		C2	28	39	19	58	28	0	28	11	19	30
		C3	28	39	19	58	28	0	28	11	19	30
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		5		5	0		0	5		5
		C2		5		5	0		0	5		5
		C3		5		5	0		0	5		5
Ensemble	Annuel	C1		44	19	63	29	0	29	15	19	34
		C2		44	19	63	28	0	28	16	19	35
		C3		44	19	63	28	0	28	16	19	35

TOGO

Tableau A5.32.1 :

Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour l'éducation				
Statut quo	45	25,2%	4,5	27,0%	14,9%	25,6%	48,3%	35,6%	3	
A seulement	40	33,3%	4,5						10	
A + B	40	33,3%	3,7	10,0%					-2	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,6	10,0%	14,0%	25,6%	50,0%	10,0%	7
	C2					14,0%	20,0%			12
	C3					14,9%	20,0%			11

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

TOGO

Tableau A5.32.2 :

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées		Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement						
			Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur			
						Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total	
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	531	529	107	636	529	2	531	0	105	105
		C2	460	529	107	636	460	0	460	69	107	176
		C3	478	529	107	636	478	0	478	51	107	158
	Annuel	C1	35	35	7	42	35	0	35	0	7	7
		C2	31	35	7	42	31	0	31	5	7	12
		C3	32	35	7	42	32	0	32	3	7	11
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		8		8	0		0	8		8
		C2		8		8	0		0	8		8
		C3		8		8	0		0	8		8
Ensemble	Annuel	C1		43	7	50	35	0	35	8	7	15
		C2		43	7	50	31	0	31	13	7	20
		C3		43	7	50	32	0	32	12	7	19

ZAMBIE**Tableau A5.33.1 :****Le besoin de financement extérieur pour l'EPT en 2015 selon les différents scénarios**

Scénario de politique	A: Mesures pour la qualité		B: Mesures d'efficacité		C: Mesures sur le financement				Besoin moyen annuel de financement 2001-2015 ^{d/}	
	Rapport élève-maître	Dépenses autre que le salaire des maîtres ^{a/}	Salaire annuel moyen des enseignants ^{b/}	Redoublants en % des effectifs	Recettes de l'Etat		Primaire en % des dépenses courantes d'éducation ^{c/}	% d'élèves dans les écoles privées		
					En % du PIB	% pour éducation				
Statut quo	50	21,7%	2,7	6,2%	18,8%	12,3%	43,2%	1,6%	10	
A seulement	40	33,3%	3,5						40	
A + B	40	33,3%	3,5	6,2%					40	
« Bonne pratique » A + B + ^{a/}	C1	40	33,3%	3,5	6,2%	14,0%	20,0%	50,0%	10,0%	25
	C2					14,0%	20,0%			25
	C3					18,8%	20,0%			17

Note: Les cellules grisées sont sans objets. Concernant les politiques éducatives groupées sous le terme de « bonne pratique », voir tableau précédent où les mesures sont détaillées sous trois rubriques -la qualité, l'efficacité et la mobilisation des ressources nationales pour l'enseignement primaire.

a/ Se réfère aux hypothèses de simulation qui correspondent à la « bonne pratique » (A+B+C1), (A+B+C2) ou (A+B+C3). A l'exception de l'Angola, l'Erythrée, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal et de la Zambie, C2 et C3 sont identiques.

b/ en multiple du PIB par tête.

c/ En pourcentage des dépenses publiques courantes pour le secteur de l'éducation.

d/ En millions de \$US de 2000 ; (Il s'agit de l'écart entre le coût total des services sans l'impact du SIDA) et les ressources publiques nationales mobilisées pour les financer.

ZAMBIE**Tableau A5.33.2 :**

Coût estimé de l'EPT en 2015 et sources de financement selon trois scénarios de « bonnes pratiques » (millions de \$US de 2000)

Catégorie de dépenses, période 2001-2015 & scénario de simulation A + B + (C1, C2 ou C3)	Ressources nationales mobilisées	Coût de l'EPT en 2015			Sources de financement							
		Courant	Capital	Total	Ressources nationales			Financement extérieur				
					Courant	Capital	Total	Courant	Capital	Total		
Production des services éducatifs	Cumulé 2001-2015	C1	619	866	131	996	619	0	619	247	131	378
		C2	619	866	131	996	619	0	619	247	131	378
		C3	747	866	131	996	747	0	747	119	131	249
	Annuel	C1	41	58	9	66	41	0	41	16	9	25
		C2	41	58	9	66	41	0	41	16	9	25
		C3	50	58	9	66	50	0	50	8	9	17
Coût pour le SIDA	Annuel	C1		29		29	0		0	29		29
		C2		29		29	0		0	29		29
		C3		29		29	0		0	29		29
Ensemble	Annuel	C1		86	9	95	41	0	41	45	9	54
		C2		86	9	95	41	0	41	45	9	54
		C3		86	9	95	50	0	50	37	9	45

